

## Les économistes britanniques et la défense de l'empire colonial (1870-1914)

Alain Clément, Université de Tours et LEO (UMR du CNRS 7322)

La période 1870-1914 coïncide dans la pensée économique avec la révolution marginaliste ; c'est donc une nouvelle approche dominante, mais pas exclusive, de l'économie, ce sont de nouvelles orientations théoriques qui se profilent. Aussi est-il légitime de se demander si la question coloniale, qui fut un thème largement débattu tout au long du XVIIIe et de la première moitié du XIXe siècle est-il encore un sujet d'intérêt pour les économistes du second XIXe siècle ? Car si les approches économiques sont très centrées sur les thématiques telles que l'utilité marginale, la théorie subjective de la valeur, la théorie des prix, c'est-à-dire sur des sujets plus théoriques, on peut s'interroger sur la place accordée à des questions très pragmatiques, plus concrètes auxquelles les économistes avaient pris l'habitude de répondre, à l'instar de la thématique sur l'utilité d'un empire. Car, le Royaume-Uni dispose encore, durant cette période, du plus grand empire colonial mondial et malgré les critiques économiques dont il fit l'objet, son maintien semblait largement acquis, tant auprès de l'opinion publique qu'au sein de la classe politique. Les arguments en faveur d'un empire colonial que les classiques de la seconde génération ont largement validés, trouvent-ils encore un écho dans les textes économiques de cette période ? Autrement dit, y a-t-il maintien d'une position des économistes favorable à l'empire ? y a-t-il un débat sur la forme que pourrait prendre ce empire (libéral, protectionniste...) ? Ou bien tout simplement y aurait-il un rejet de l'empire. Les positions des économistes sur ce sujet ne représentent pas souvent le cœur de leurs analyses, quelles soient théoriques ou empiriques. Rares sont les ouvrages consacrés pleinement à cette question. Le sujet est traité le plus souvent de manière périphérique, voire même de manière indirecte. Le seul exemple où les économistes ont manifesté une position officielle et clairement proclamée correspond au moment où Chamberlain Secrétaire d'État aux affaires coloniales lança au cours de l'année 1903, le débat sur la question tarifaire. Soutenu par Hewins, directeur de la *London Economic School*, Chamberlain fit face à l'opposition d'un certain nombre d'économistes, opposition matérialisée par le « manifesto of the fourteen professors » publié dans les colonnes du *Time* le 15 août 1903. Cette prise de position qui ne reflète nullement la complexité du débat sur toute cette longue période, reste l'exemple le plus illustre de la participation des économistes au débat public sur la question impériale (Coats, 1968) mais il fait aussi figure d'exception.

Pour tenter de comprendre la position (ou les positions) des économistes, nous avons recensé l'ensemble des œuvres qui de près ou de loin ont abordé le sujet, soit de façon centrale, soit de façon périphérique, comme ce fut le cas pour Jevons ou Marshall. Si un *survey* des principales œuvres montre l'existence de positions bien affirmées en faveur ou contre l'empire, aucune analyse ne tranche toutefois véritablement dans un sens ou dans l'autre à l'exception de l'opposition radicale de Hobson. Sur la période 1870-1914, on compte pas moins de quatre-vingt économistes britanniques selon les données fournies par le *Biographical dictionary of British economists* (2004), or un quart d'entre eux seulement s'est intéressé soit à titre principal, soit de façon plus marginale, à la question coloniale. Les économistes reconnus à l'instar de Jevons, Marshall, Giffen se sont intéressés (marginale) à cette question. Ceux

qui se sont penchés sur la question coloniale, sont pour la plupart d'entre eux, des auteurs dits de « second rang » et appartenant à des courants de pensée autres que le courant marginaliste.

Notre papier se décompose en deux parties, la première partie traite de la période 1865-1885, période qui correspond à une forte confrontation entre libéralisme et impérialisme. Après avoir rappelé le contexte économique de ces décennies (première sous-partie), nous analyserons la pensée des auteurs les plus libéraux (première sous-partie) en particulier celle de Cairnes, Rogers, Mallet, Smith et Fawcett, héritiers de Mill et de Cobden, qui restent largement influencés par les positions de ce dernier et plus généralement par les idées de la Manchester School<sup>1</sup> ; ces auteurs penchent assez nettement en faveur d'une indépendance politique des composantes de l'empire et en faveur d'un rejet de l'empire au sens strict. Ils restent cependant sensibles à une des argumentations (particulière) de J.-S. Mill selon laquelle les liens culturels ont une véritable capacité d'entretenir et de renforcer les liens économiques. Dans un troisième point (troisième sous-partie), nous expliquerons comment certains auteurs libéraux, dont Northcote, Macfie et Jevons, économistes qui pour des raisons professionnelles ont entretenu des contacts avec les instances coloniales (ministère des affaires indiennes, bureau du commerce...) ou firent des séjours dans certaines régions de l'empire, sont restés partisans de l'empire. En dignes héritiers de J.-S. Mill, ils privilégient une forme plus

---

<sup>1</sup> Cette école dont les principaux leaders sont Cobden et Bright s'oppose à l'existence d'un empire colonial, dans la pure tradition libérale (Voir Francis W. Hirst, editor, *Free trade and other fundamental doctrines of the Manchester School*, 6 vol. 1903, Reprint London, Routledge/Thoemmes Press, 1993. Un des arguments, développé par Bright en particulier, est que l'émancipation des colonies a pour conséquence la fin des coûts économiques liés aux dépenses militaires et administratives qu'engendrent les possessions coloniales. L'argument souvent opposé est l'existence d'une égale contrepartie aux dépenses militaires engagées pour la défense militaire de l'empire. Or déjà dans les années précédentes Cobden (Lettre du 18 décembre 1848 de Cobden à Roberston Gladstone in Francis W. Hirst, editor, p. 386-398, op. cit., p. 396) (« So long as protection was our ruling policy, the nation believed that the exclusive trade with our colonies compensated us for the expense of governing and guarding them. I did not, of course, share that opinion, but, there was consistency, if not wisdom, in those who did ». (Francis W. Hirst, editor, p. 396) conteste cet argument. Cette prise de position est confortée par un discours délivré devant la chambre des communes par Sir William Molesworth le 25 juillet 1848. Le constat est le même : les gains du commerce colonial permettent d'absorber au mieux les dépenses occasionnées par la gestion de l'empire<sup>1</sup>. Sans revenir sur l'ancien système colonial protectionniste et sans vouloir en faire un bilan économique coûts-avantages, Molesworth note qu'un nouveau système plus libre permettrait aux colonies de commercer avec qui elles souhaitent. Dans ces conditions il ne comprend pas pourquoi ces possessions ne pourraient pas être indépendante avec comme conséquence la fin de l'appui métropolitain et la fin des dépenses militaires occasionnées par la conservation de l'empire. Aussi affirme-t-il « il n'est pas utile de maintenir un empire dans le seul but d'assurer un libre commerce avec les colonies » (Ibidem, p. 417). À quoi peuvent servir des colonies « At present, it is considered that colonies are chiefly useful as affording markets for our produce, and outlets for our population. It is evident that in both these respects, independant colonies are as useful as dependent ones » (p. 419). La seule autre alternative pourrait être de conserver les colonies en diminuant fortement les dépenses militaires, autrement dit, accorder une large autonomie et laisser la responsabilité du gouvernement aux colonies elles-mêmes y compris dans ses dépenses militaires. Cet auto-gouvernement est d'autant plus efficace que les gouverneurs et personnels d'encadrement provenant de la métropole pour exercer leur fonction dans les colonies n'ont pas de compétences particulières et spécifiques. Les raisons de leur désignation sont généralement étrangères aux besoins des colonies elles-mêmes. Leur nomination est le plus souvent une façon de « s'en débarrasser » en les envoyant dans les colonies. Réduction des dépenses de fonctionnement, large autonomie politique, maintien d'un empire « libéral » ne représentent que des avantages par rapport à la situation existante au milieu du 19<sup>e</sup> siècle. Pour résumer la pensée de la Manchester School empruntons la conclusion du discours de Molesworth devant le parlement « Therefore, free trade with the colonies, and free access to the colonies, should, in my opinion, be the sole end and aim of the dominion which Great Britain still retains over her colonies. By keeping these two objects distinctly in view, by bestowing upon the colonies all powers of local legislation and administration which are not absolutely inconsistent with these objects and the sovereignty of this country, I believe that our colonial expenditure might be greatly diminished in amount, and that our colonial empire would flourish and become of incalculable utility to this country » (p. 442).

structurée et intégrée de l'empire sans renier pour autant toute forme de libre-échange avec les colonies. Dans une seconde partie consacrée aux années 1885-1914, qui correspondent à une extension majeure de l'empire, nous présenterons tout d'abord les évolutions économiques (première sous-partie) avant d'aborder dans les deux paragraphes suivants l'analyse d'une pensée économique très éclatée sur la question impériale. Cette période est marquée par l'influence de ce que nous pourrions appeler l'*École historique anglaise*, dont les principaux représentants (Joseph Nicholson, Henry de Gibbins, William Ashley, William Cunningham, W.A.S. Hewins) développent une approche pro-impérialiste et défendent l'idée d'un espace économique protégé, susceptible de conforter et de restaurer la puissance économique britannique. À l'opposé (troisième sous-partie) nous analysons le maintien des positions libérales incarnées par Alfred Marshall et Robert Giffen, avec quelques différences entre les deux auteurs sur les relations entre l'empire et la métropole. Mais c'est la position de John Hobson qui reste la plus originale parce que totalement anti-impérialiste, faisant ainsi un trait d'union avec les positions de Marx et Lénine sur l'impérialisme.

## *1<sup>e</sup> Partie : 1865-1885 : le libéralisme en pratique et l'empire*

### **1) Le contexte économique et la nature des échanges économiques avec l'empire**

Les années 1865-1885 correspondent en partie à la grande dépression que connut le monde occidental ; le Royaume-Uni enregistre une stagnation de son PNB (Bairoch, 1997, II, p. 244). Ce déclin est d'abord celui de l'agriculture, plus particulièrement entre 1865 et 1882, déclin précipité par le régime de liberté des échanges (Cain & Hopkins, 1993, p. 114), régime qui se maintient plus longtemps au Royaume-Uni que partout ailleurs en Europe, alors même que ce pays n'est plus le seul économiquement fort de cette période. Ce régime protectionniste est également adopté par les dominions comme l'Australie (1867) ou le Canada (1879). Dans ce contexte international difficile, de repli économique, l'empire britannique va constituer un rôle stabilisateur à l'économie britannique.

Au cours de cette période, la métropole n'a plus fait d'acquisitions coloniales très importantes (Etemad, 2005, p. 157) mais il reste surtout à peupler un empire existant. Le Royaume-Uni est un pays en manque de terre ; le développement aurait pu être bloqué par ce manque de terres agricoles. A contrario, les nouvelles aires coloniales ont une telle abondance de terre que c'est souvent un bien libre. Mais ces possessions manquent de travail et de capital pour mettre leurs ressources en exploitation (Cain & Hopkins, 1993, p. 229). C'est ainsi que l'émigration libre s'accélère dans les années 1860 notamment en Australie avec le développement de l'économie lainière et la découverte des mines d'or. Entre 1851 et 1861 on passe de 420.000 à 1.2 millions d'habitants en Australie pour atteindre 3.19 millions en 1901 (Singaravélou, 2013, p. 135). Sur la décennie 1861-1870 on enregistre une émigration de 753.400 individus (dont plus de la moitié en direction des États-Unis), ce nombre passe à 1.136.300 dans la décennie suivante 1871-1880 et à 1.824.200 dans la décennie 1881-1890 (Cain, in A. Porter, ed., 1999, p. 47). L'émigration est d'abord privée et se fait par relations entre membres d'une même communauté, alors que seulement 7% de la migration est assistée par le gouvernement. Notons que à partir de 1870, les Britanniques transportent des dizaines de milliers d'enfants dans les dominions qui constituent une main d'œuvre docile et peu onéreuse (Singaravélou, 2013, p. 138). Les flux de capitaux à destination de l'empire constituent après les flux migratoires un des échanges clefs dans les relations entre métropole et empire. L'empire

totalise 26% des capitaux britanniques exportés dans la période 1870-1874, mais 59% dans les années 1875-1879 et 34.54% dans la période 1880-1884 avec de façon constante une préférence pour les colonies blanches (Cain, in A. Porter, ed., 1999, p. 48). Ces investissements dans l'empire sont beaucoup plus rentables que ces mêmes investissements domestiques soit un taux de rentabilité moyen de 3.8% à l'intérieur contre 4.5% dans l'empire (Offer, in A. Porter, ed., 1999, p. 699). Il faut toutefois mettre un bémol à ce tableau car la plupart des capitaux britanniques est dirigée non pas vers l'empire, à l'exception du Canada mais vers les USA et l'Amérique latine ; sur les capitaux à destination de l'empire, la majorité concerne les colonies de peuplement blanc (Davis et Huttenback, 1986, p. 75). L'empire est cependant une alternative très attractive pour les investisseurs britanniques en partie à cause des subventions fournies et payées par le contribuable britannique, grâce aux prêts garantis, aux travaux publics, aux aides aux salaires des officiels...et donc tout contribue à réduire le poids financier sur les colonies, et à améliorer la rentabilité des investissements (Davis et Huttenback, 1986, p. 145).

Sur le plan commercial ensuite, la Grande-Bretagne au cours de ces mêmes décennies est encore le plus important débouché pour les matières premières et domine le marché mondial pour un certain nombre de produits. Ainsi en 1880, elle achète la moitié du blé vendu sur le marché mondial et en 1881, elle absorbe près de la moitié des exportations mondiales de viande et 55% des importations de laine et de coton (Hobsbawm, [1987], 1989, p. 58). Cette importance des flux de marchandises tient non seulement au maintien d'une politique douanière libérale mais aussi à la plus grande rapidité, fiabilité des transports maritimes et à la baisse spectaculaire des coûts de transport. Ces évolutions technologiques ont d'autant plus profité aux échanges avec l'empire que la métropole a beaucoup investi dans les infrastructures coloniales, que ce soit avec le chemin de fer ou avec la construction de ports maritimes qui facilitèrent les flux de marchandises dans les deux sens. L'amélioration des communications facilite la croissance globale de l'activité économique impériale (Kubicek, in Porter, 1999, p. 262). Le libre échange conduit toutefois à une réduction de la part de l'empire dans les importations. La contribution des possessions impériales ne s'élève jamais au dessus de 25% et tombe parfois à 20% (Cain in Porter, 1999, p. 43). Les principaux produits importés sont la laine principalement d'Australie, le thé d'Inde, le caoutchouc de Malaisie, l'huile de palme des possessions africaines, le sucre des Indes occidentales (en décroissance à partir de la décennie 1890) mais l'empire est l'approvisionneur majoritaire seulement de quatre matières premières sur les dix principales importées. L'ensemble des denrées alimentaires en provenance de l'empire est de 17.4% du total des denrées alimentaires importées en 1870 et la part totale des importations en provenance de l'empire est de 21.4% en 1870 et 22.5% en 1880 (Crouzet, 1964, p. 290). Toutefois la valeur même des importations a augmenté même si la part de l'empire a peu changé. L'empire offre en revanche des quantités insignifiantes pour un certain nombre de produits comme le minerai de fer, le pétrole, le tabac, le coton, le sucre. L'autarcie impériale n'est en fait qu'une chimère (Crouzet, 1964, p. 296).

Du côté des exportations, la part qu'occupe l'empire dans le total exporté varie de 26% en 1870 à 36% en 1913) (Floud & MacCloskey, 1994, p. 202). Les possessions coloniales font office de débouché car hormis le Canada et l'Inde, il n'y a pas dans l'empire de branches manufacturières susceptibles de concurrencer les industries métropolitaines (Etemad, 2005, p. 11). Les produits textiles et métallurgiques sont les principaux produits exportés (80% des exportations). L'Inde constitue au sein de ce commerce le principal client, le seul grand marché dans le monde où n'existe aucune protection douanière ; elle devient le premier débouché des cotonnades britanniques dont 65 à 75% de la production exportée (Moore in

Porter, 1999, p. 441). Ces performances contribuent à rééquilibrer un commerce extérieur déclinant avec les pays européens et les USA dont la part est passée de 41% en 1871 à 32.2% en 1900 (Cain & Hopkins, 1993, p. 164). L'empire fournit une solution très opportune aux exportations britanniques (Cain in Porter, 1999, p. 45), il joue un rôle stabilisateur au cours de cette grande crise économique (Etemad, 2005, p. 164). Ces marchés sont toutefois très convoités par les économies occidentales concurrentes et si le Royaume-Uni a un monopole de fait, les produits manufacturés de France, d'Allemagne et des USA commencent à pénétrer les marchés impériaux et le Canada en particulier (Crouzet, 1964, p. 302).

## **2) Les héritiers de Mill et de Cobden : un message libre-échangiste**

### **a) Qui sont-ils ?**

Un des premiers auteurs à avoir publié une série de texte sur les colonies est John Cairnes. Il fut professeur d'économie à Dublin, puis à Galway avant d'occuper un poste à l'University College of London à partir de 1866. Il publie en 1864 une conférence prononcée à Dublin sur la question coloniale « Colonisation and colonial government » après avoir publié en 1863 *Some leading principles of political economy*. Il publie également ses *Political Essays* en 1873 dans lesquels le premier chapitre est consacré au gouvernement colonial. C'est un des économistes leader de l'Académie britannique qui insiste sur la dimension positive de la science économique. Il applique occasionnellement les *Principes* qu'il édicte à l'empire. La question coloniale est donc connexe à son œuvre théorique mais sa défense du libéralisme a incontestablement une influence sur sa conception de l'avenir de l'empire britannique. Il appartient à la tradition économique de J.-S. Mill avec lequel il est ami, fréquentant un cercle auquel appartenait également Henri Fawcett. Il reste très influencé par Mill (De Marchi, 1972), mais à la différence de ce dernier, il est beaucoup plus catégorique sur la question du libre échange (Zouboulakis, 1993). Il est plutôt partisan d'un renoncement à l'empire contrairement à Mill qui n'a jamais avancé cette position.

Henri Fawcett est également un autre économiste ami et disciple de Mill (Goldman, 1989) et de Cairnes, c'est un des vulgarisateurs des travaux de Mill et de la pensée classique en général. Professeur à Cambridge, il publie un *Manual of political economy* en 1863, manuel qui constitue une introduction à l'œuvre de Mill. Mais à son tour, il s'éloigne de la doctrine millienne s'agissant des questions coloniales. C'est surtout dans son ouvrage de 1878, *Free trade and protection*, qu'il développe sa propre argumentation coloniale.

Dans la même veine libérale, James Rogers, très proche de la *Manchester School*, est un élève de Cobden. Il obtient en 1862, le poste de Drummond Professor of Political Economy à Oxford, poste qui fut notamment occupé avant lui par Nassau Senior. Il y professe les idées libre-échangistes. Mais il est aussi reconnu pour être un des grands auteurs d'histoire économique, britannique. Il publie un texte « The colonial question » dans le *Cobden Club Essays* en 1872 et tout comme Cairnes et Fawcett, il publie aussi un *Manual of political economy* en 1868.

Goldwin Smith, à la différence des trois autres auteurs est avant tout un journaliste et historien, mais comme Rogers il est très proche de la *Manchester School*. Il est très proche en particulier de Bright et de Cobden. Aussi est-il un opposant au maintien de l'empire (Wallace, 1957, p.133). En 1858, il devient Regius Professor d'histoire moderne à Oxford et donc, il a maintes occasions de croiser le chemin de Rogers ; Cobden qui les fréquente tous deux les

porte en très haute estime (Wallace, 1957, p. 20). Son installation au Canada en 1871 joue un rôle important sur l'intérêt qu'il porte aux questions coloniales. Il publie ses idées sur l'empire dans le *Daily News* entre 1862 et 1863, les Lettres sont rééditées en 1863 sous l'intitulé : *The empire, a series of letters*, aux éditions Henry & Parker.

Louis Mallet enfin, est également un proche de Cobden puisqu'il travaille avec lui sur la question de la réciprocité des traités commerciaux et en partie sur le traité de commerce avec la France de 1860. Il est naturellement un des défenseurs du libre échange. Sur le plan institutionnel, il fut engagé par le Bureau de commerce entre 1847 et 1872 ; c'est donc davantage un praticien de l'économie qu'un théoricien. Il fut également nommé Permanent under secretary of State for India en 1874 ce qui fait que les questions coloniales ont été un de ses centres d'intérêts qu'attestent toute une série de lettres: *Free exchange – papers on political and economical subjects* écrites entre 1869 et 1878 et publiées par Bernard Mallet en 1891.

## **b) Les raisons du rejet de l'empire**

### *Des colonies qui devraient être libres très rapidement : l'argumentation politique*

Il faut d'emblée dire que ces auteurs, ne sont pas totalement hostiles à la colonisation et qu'ils considèrent les motifs originels, particulièrement justes. Cairnes prend ainsi l'exemple des peuples grecs et romains pour insister sur la dimension bénéfique de l'expansion coloniale ; pour montrer les bienfaits de ces conquêtes, il utilise la métaphore de l'essaim d'abeilles : la colonisation, à l'instar ce que furent les colonies grecques et romaines est comme : « a swarm of bees [...] Th swarm leaves its parent hive – the original community ; it coheres in a distinct society ; it settles in a new locality; either previously unoccupied, or from which it has expelled the former inhabitants » (Cairnes, [1864] 1873, p. 6). Il rajoute que ces colonies « were, in a political sense, absolutely independant of the mother state » (*Ibidem*, p. 6). Cairnes définit d'ailleurs les colonies comme « a body of persons belonging to one country and political community, who, having abandoned that country and community, form a new and separate society, independent or dependent » (*Ibidem*, p. 4-5). Pour lui, la colonisation doit avoir un terme ; il est pour l'émancipation dans un temps donné et donc contre toute domination politique définitive.

Rogers insiste beaucoup également sur cette idée d'indépendance et de droits politiques identiques entre les citoyens de la métropole et de la colonie ; il acquiesce à son tour au modèle greco-romain quand il constate avec satisfaction que « in all these cases [voluntary emigration and settlement from Greece] the tie between the mother country and the colony was speedily broken or remained in no stronger form than a religious association » (Rogers, 1872, p. 403). Idéalement pour lui, une colonie est un peuplement volontaire avec, au minimum, un gouvernement autonome, une représentation politique et des lois propres sur la propriété foncière ; Rogers parle d'ailleurs des colonies libres : « I understand not only those which, though originaly conquests, have been made autonomous, and those which have had the courage and success to thwart the administration of the mother country, in its attempts to make the colony the meansfor expelling the least satisfactory part of the native population of the United Kingdom, under a system of perpetuating colonisation from the worst part of the criminal classes at home » (Rogers, 1872, p. 409). Ainsi, c'est une nécessité politique pour Rogers d'avoir des colonies britanniques qui puissent être libres et indépendantes « Hence it is necessary to adopt a reverse policy, and to gradually insure the colonies to greater independance and responsibility » (Rogers, 1872, p. 431).

G. Smith revendique à son tour cette émancipation politique au nom de la liberté des États et de l'efficacité ; les colonies doivent pouvoir se développer d'elles-mêmes d'emblée. Il juge les relations métropole-colonies contre productives car « we are keeping the colonies in a perpetual state of political infancy, and preventing the gristle of their frames from being matured and hardened into bon [...] we retard their political development » (Smith, 1863, p. 3). Smith ne remet pas en cause l'utilité des colonies mais il conteste la position dans laquelle on les maintient : « What is doubted is the utility of keeping colonies in a state of dependance on the mother country when they are capable of self-governement and self-defence, and when their fitness to manage their own concerns has been formally acknowledged by the gift of parliamentary institutions » (Smith, 1863, p. 165). Smith toutefois n'exclut pas une dépendance pour des colonies qui ne seraient pas prêtes à se développer encore par elles-mêmes. C'est le cas selon lui de l'Inde « England has a real duty there, [...] her departure would condemn Hindustan to the sanguinary and plundering anarchy from which her advent rescued it » (1893, cité par Wood, 1983, p. 51). Il fait aussi une exception avec l'Irlande dont il ne pensait pas qu'elle puisse devenir une nation indépendante (Wallace, 1957, p. 185) mais considère que toutes les autres pouvaient être soit émancipées, soit cédées. Tous ces auteurs partisans de l'indépendance politique des colonies n'excluent pas pour autant l'intérêt économique que l'on peut porter aux colonies, même si les arguments sont bien plus tempérés que ceux des générations antérieures d'économistes, à commencer par l'argumentation du « trop plein » en hommes et en capital.

*L'expansion coloniale représente t-elle une véritable soupape pour la métropole ?*

L'argument a été longuement analysé dans la période précédente. Sur le plan économique et du point de vue de la métropole, les économistes classiques à l'exception des malthusiens considèrent que les colonies représentent une opportunité pour des capitaux et une main d'œuvre métropolitaine en excès, qui affectent structurellement et négativement le taux de profit. Cairnes continue à être le porte parole de cette analyse alors que les autres auteurs nuancent l'argumentation et relativisent l'effet positif d'une telle migration dans les colonies.

Pour Cairnes, les causes fondamentales de la colonisation depuis 1830 (seconde colonisation) sont à rechercher dans l'excès de population et de capitaux au sein du Royaume-Uni « In old countries population and capital tend to become redundant. Of thus there is abounding proof ; the redundancy of capital in old countries is evinced [...] by the low rate of profit » (Cairnes, [1873] 1967, p. 30-31). Il note que la situation est inverse dans de nombreuses colonies : les terres sont fertiles et abondantes, le capital et la main d'œuvre sont rares. Il en déduit que « It is, that what is in excess in each should be brought to supplement what is deficient in each ; in a word that we should colonize » (Cairnes, [1873] 1967, p. 31). La colonisation confère ainsi un double bénéfice en soulageant la métropole de la pression démographique tout en offrant un débouché au capital oisif et tout en proposant de nouvelles terres aux citoyens britanniques.

Fawcett partage la même analyse, héritée de Mill et de Wakefield : « Emigration, therefore, is not only a very efficient check upon population, but it is in every respect most beneficial in its results ; it causes wages to rise or rather prevents their fall in those countries from which emigration takes place » (Fawcett, 1865, p. 160), mais il pense cependant que la solution migratoire ne constitue qu'une solution de court terme. Autrement dit la colonisation ne peut pas soulager durablement le marché du travail et maintenir à un niveau plus élevé dans la métropole des salaires qui restent trop souvent faibles. La raison tient au fait que lorsque les

salaires sont élevés, la fécondité se trouve favorisée, pesant à terme sur le marché du travail. Donc l'émigration ne constitue pas sérieusement une solution à l'excès de main d'œuvre de la métropole.

Rogers partage partiellement ce point de vue qu'il argumente plus finement en distinguant les différents types de migrants possible. Ce qui le différencie, également de Fawcett, c'est qu'il ne croit pas en l'existence d'un surplus de population au sein du Royaume-Uni. Selon lui, aucune émigration ne pourrait venir soulager l'excédent potentiel. Il note de plus que les colons ne sont pas des citoyens ordinaires « the colonist [...] is the most vigorous and healthy of the race » (Rogers, 1872, p. 415). Ce type de migration est analysé comme une perte pour la métropole, à l'inverse de ce que pourrait représenter une migration de pauvres « It is no relief to a country to carry off the handiest labourers, and to leave the weak, the thriftless, the stupid, the shiftless behind » (Rogers, 1872, p. 439). C'est la raison pour laquelle il soutient le plan de Wilmot qui a précisément pour but de soulager le Royaume-Uni de ses enfants pauvres, et de leur donner l'opportunité de réussir dans les colonies. Ces enfants pourraient avoir un avenir meilleur dans une colonie ; leur départ soulagerait des districts du royaume, où devenus adultes, ils resteraient de pauvres adultes à la charge de la société. Leur travail serait immédiatement valorisé dans les colonies, et aussi longtemps qu'ils produiraient plus qu'ils ne consommeraient, ils ajouteraient des ressources à leur pays. Mais il s'agit plus d'idées que de faits concrets car Rogers n'a pas de plan précis (Wood, 1983, p. 58).

Smith très proche de la thèse de Rogers considère à son tour que les mouvements migratoires qui induisent l'expansion coloniale ne constituent pas une solution au problème de l'équilibre population-subsistances car le mouvement ne touche pas ceux qui devraient quitter le territoire, mais ceux qui ne devraient pas le quitter : « Emigration does not relieve the pressure on the means of subsistence : it carries off those who press least on the means of subsistence, the young, the healthy, and those who are fit, or will soon be fit for labour. It leaves the oldest the sickly and the helpless » (Smith, 1863, p. 179). Ainsi l'effet quantitatif induit par les migrations est plus un leurre qu'un véritable soulagement pour la métropole.

La colonisation vue comme un échappatoire aux excès en travail et en capital est donc différemment interprétée de la pensée classique à l'exception de Cairnes ; il n'y a pas d'argumentation robuste pour croire en un effet efficace sur l'économie britannique elle-même. Autrement dit, la migration du capital et du travail n'est pas une panacée dans les conditions où elle est pratiquée sur le terrain. Si cet argument ne penche pas en faveur de la colonisation, quel type de relation faut-il envisager avec les colonies pour tirer parti de leur existence ?

#### *Libre-échange ou maintien d'une zone d'échanges protégés ?*

La migration de capitaux et de main d'œuvre étant considérée comme assez peu positive par ces auteurs, qu'en est-il des échanges marchands ? quel régime d'échanges économiques faut-il instaurer entre les colonies et la métropole ? L'unanimité se fait en faveur de l'érection d'un espace économique mondial totalement libre, sans zone protégée entre métropole et colonies.

Cairnes acte que tous les motifs pour coloniser des terres finissent par disparaître et que l'étape à laquelle le Royaume-Uni est arrivé doit être celle de l'abandon pur et simple de l'empire. Car si le gouvernement britannique a souhaité reconstituer ici ou là une « petite Angleterre » grâce au départ de citoyens britanniques sur des terres neuves, au final, il n'y a pas similarité des situations car comme il le note « The progeny is, in fact, turning out

something very different from the parent's image. In place of feudal subordination there is democracy ; in place of primogeniture, equal division of property ; in place of State churches, voluntary religious associations » (Cairnes, [1873] 1967, p. 35). Dans de telles conditions, il semblerait irréaliste de maintenir une autorité politique étrangère. Les colonies ne sont pas la métropole et donc comme il le dit « The British empire, such as it has hitherto been known in the world, has reached its natural goal » (Cairnes, [1873] 1967, p. 58). Autrement dit nulle autorité politique ne peut imposer des mesures économiques contraignantes à des colonies qui seraient en voie d'indépendance de fait. L'application du libre échange aux échanges entre la métropole et les colonies est donc une évidence.. Cette nouvelle phase « we are now passing into a new phase of existence” (Cairnes, [1873] 1967, p. 58) place les colonies au même niveau que n'importe quel pays étranger. Les colonies peuvent ne pas vouloir appliquer le libre échange mais il serait impossible de leur imposer des mesures commerciales contraignantes au sein d'un empire britannique.

Cette vision de l'avenir de l'empire pourrait susciter des craintes dans l'opinion publique et en particulier au sein de la classe politique ainsi que le regret de perdre une chose pour laquelle le Royaume-Uni s'est mobilisé pendant des décennies. En fait la perte aux yeux de Cairnes n'est qu'apparente, car il existe bel et bien un héritage à priori, mais un héritage moral, culturel « we shall be a great moral, unity ; bound together no longer indeed by imperial ligaments supplied from the colonial office, but by the stronger bonds of blood, language, and religion” (Cairnes, [1873] 1967, p. 58). Ce lien moral constitue le moyen le plus sûr de poursuivre une coopération avec les anciennes colonies, rendant obsolète toute autorité britannique qui s'exercerait unilatéralement depuis la métropole. Le gain doit passer non plus par la contrainte mais par la coopération librement consentie « exchanging freely our products and our ideas in peace good friends and customers, and firm allies in war » (Cairnes, [1873] 1967, p. 38). Le rejet de l'empire ne s'assimile pas la perte de tout gain économique. Car même avec des colonies affranchies le lien économique doublé d'un lien culturel demeure. L'exemple des relations entre États-Unis - ancienne puissance coloniale - le prouvent implicitement quand Cairnes évoque la longue histoire coloniale du Royaume-Uni « She has for centuries been a colonizing country. She has sent abroad her sturdy and enterprising sons to countries abounding in all that she has needed ; and the descendants of those emigrants are now at once the most constant customers for her products, and the surest caterers for her wants” (Cairnes, [1873] 1967, p. 33).

Rogers, de façon encore plus nette, rejette toute forme de protectionnisme et propose de ne pas opérer de distinction dans les relations entre les colonies et les pays étrangers. Pour lui le statut du colon n'est pas différent du statut du commerçant ou de l'industriel étranger, les mobiles de leurs actions économiques restent les mêmes : « A colonist does not grow wool or cotton, dig gold, reap wheat, or cut lumber in order to confer a service on the mother country in return for the protection which the British government has hitherto afforded him. He engages in these industries from the ordinary commercial motive of an enlightened self-interest. He would not sell these articles to a British merchant a fraction cheaper than he would to a French, a German, or an American dealer” (Rogers, 1872, p. 436). En plaçant le commerce colonial au même niveau que le commerce extérieur, Rogers conteste tout avantage au monopole colonial car il engendre des coûts économiques à la fois pour la métropole comme pour les colonies. En livrant les produits à la métropole meilleur marché, les colonies sont perdantes. En achetant les produits à la colonie plus chers que sur le marché international, la métropole est aussi perdante. De plus les industries qui grâce à ce système semblaient être protégées, sont préservées artificiellement et faiblement incitées à devenir

concurrentielles. Cependant l'abandon de toute protection n'implique pas le renoncement à toute forme d'industrie dans les colonies, mais il existe selon Rogers une protection « naturelle » : « Every manufacture of every country has a natural protection ; for the foreign produce which is brought into competition with it is loaded by the cost of carriage, and by the difficulty of anticipating and interpreting the demand of the market. If the produce is cheap in proportion to its bulk, the natural protection becomes prohibitive » (Rogers, 1872, p.448). Donc quelque soit le régime protectionniste mis en place, les deux pays ne tirent pas ou peu d'avantages d'un commerce protégé « In our own interest we have determined for twenty years and over to give the trade of our colonies no advantages over those enjoyed by any foreign nation » (Rogers, 1872, p. 434). Seule une division internationale du travail permet à toutes les nations, colonies et anciennes colonies de se développer en fonction de leurs avantages respectifs. Cette indépendance économique n'exclut pas toutefois le maintien d'autres types de liens « A true alliance between the colonies of the English union will have for its first object the development of the closest amity with that of America » (Rogers, 1872, p.455).

Ce sont ces liens culturels, amicaux qui finalement ont la capacité à entretenir et renforcer les liens économiques. C'est sur cet aspect particulier qu'insiste Mallet dans un article qu'il consacre à la pensée politique de Cobden. En tant que Secrétaire permanent aux affaires indiennes, Mallet fit d'ailleurs pression pour abolir les droits sur le coton. Il voit à l'instar de Cobden la politique de libre-échange comme une union des intérêts et non comme une opposition des nations. Le libre-échange international donne un marché plus important aux produits manufacturiers britanniques ; l'acquisition de matières premières sans taxes préférentielles neutralise les contraintes environnementales nationales. Mais Mallet à l'instar de la pensée de Cobden voit, plus que tout, le libre-échange comme un facteur de paix alors que le maintien de l'empire demeure un facteur de guerre potentielle « Its aim [free trade] and tendency is to counteract distinctions of race, climate, and institutions, by diffusing among the different nations common material interests. It is a policy of international union, concord, and peace, as opposed to one of separation, rivalry, and war » (Mallet, [n.d] 1891, p. 226-227).

Cette opposition à tout empire colonial est amplement défendue également par Smith sur la base d'une argumentation similaire. Les liens forcés par une protection douanière et la mise en place d'une réciprocité entre métropole et colonies qui ont pu être justifiés dans les premiers temps de la colonisation n'ont plus lieu d'être car ils sont remplacés par des liens plus « naturels » et plus librement consentis, c'est la « connexion of blood, sympathy, and ideas » (Smith, 1863, p. 6). Smith voit aussi dans le protectionnisme un acte de guerre, en plus du fait que la défense de l'empire constitue un coût économique important. Smith trouve donc inutile et dangereux le maintien de l'empire. Il a bien conscience par ailleurs que les phases précédentes de la colonisation ont eu des conséquences positives qu'il convient d'entretenir, en particulier la diffusion de la culture anglo-saxonne, de la langue, des institutions politiques et sociales. Cet héritage dont bénéficient les colonies est, à ses yeux, la meilleure manière de perpétuer les relations économiques entre la métropole et son futur ex-empire. Il exige le renoncement au maintien de l'empire et reste convaincu que son maintien profiterait uniquement à des intérêts particuliers « The colonial system, like every other system of the kind, was constructed with a view to the present gain of particular classes : once established, it has found ingenious advocates to defend it on the ground of prospective utility » (Smith, 1863, p. 173). Pour autant Smith ne croit pas que l'émancipation coloniale réduirait l'Angleterre à une position insulaire ; pour lui elle pourrait être le centre d'une confédération unie par la sympathie (Wallace, 1957, p. 189) au-delà même du renforcement des liens

économiques que l'application du libre-échange rend possible. Il est donc plus enclin à envisager la création d'une fédération basée sur une union morale diplomatique et une union commerciale des pays de langue anglaise mais une union à laquelle, chacun de façon entièrement indépendante pourrait participer et contribuer.

Fawcett partage entièrement ces convictions. Dans *Free trade and protection* (1878) il développe largement la thèse selon laquelle le protectionnisme ne profiterait qu'aux secteurs concernés et aux acteurs de ces secteurs de production alors que la concurrence jouerait comme une force d'égalisation. En treize points, il tend à montrer que le protectionnisme « places obstacles in the way of the general prosperity of the country, that it exerts an influence in lessening the remuneration obtained by capital and labour ; that it discourages industrial enterprise by weakening the feeling of self-reliance ; and that it fosters political corruption by inducing various trade interests to use their influence in securing the imposition of duties specially to benefit themselves » (Fawcett, 1878, p. 113). Ici le combat contre le protectionnisme se confond avec celui mené contre l'empire ; le libre-échange ne profite pas seulement aux pays les plus avancés mais aussi aux colonies. Fawcett prend l'exemple de l'Australie où les salaires semblent plus élevés qu'au Royaume-Uni, risquant même de pénaliser l'industrie australienne. Mais pour Fawcett, l'Australie dispose de terres fertiles en abondance, rendant ainsi les produits agricoles compétitifs, malgré les salaires élevés. Au-delà de cet exemple, Fawcett tend à montrer que le libre-échange n'est pas une réponse qui ne conviendrait qu'au Royaume-Uni, mais à tous les pays et si les États enregistrent une prospérité économique, c'est bien en dépit du protectionnisme.

### **3) Des « libres-échangistes » partisans d'un empire plus structuré : Northcote, Macfie et Jevons**

#### **a) Des praticiens de l'économie**

Ces trois auteurs sont partisans du libre-échange et malgré cette posture intellectuelle, tous sont favorables au maintien de l'empire. Deux d'entre eux ont baigné dans le milieu des affaires familiales indirectement et tous les trois ont eu des expériences individuelles en matière de commerce et/ou de commerce colonial. Leur connaissance empirique des questions économiques les éloignent du dogme libre-échangiste même s'ils n'y sont pas hostiles. Leurs positions respectives en faveur de l'empire sont toutefois assez divergentes.

Stafford Northcote appartient à une génération de praticiens de l'économie ; il suit un parcours très proche de Mallet dont il croise la route puisqu'il est également engagé au bureau du commerce ; il en devient le président en 1866. De façon assez similaire également, il est nommé en 1867 *Secretary of State for India* et en 1874 Chancelier de l'échiquier alors que Mallet devient sous-secrétaire d'État aux affaires indiennes. Mais Northcote est en revanche partisan du maintien l'empire. Il écrit une série de lettres entre 1850 et 1885 qu'il publie en 1887 dans une première édition, lettres dans lesquelles, on décèle son intérêt marqué pour l'empire tout en étant partisan du libre-échange.

Robert Macfie, issue d'une famille de marchands écossais au sein de laquelle il travaille, s'implique dans la création d'une chambre de commerce à Liverpool puis est membre de Liverpool exchange. C'est donc un partisan du libre échange mais aussi un ardent défenseur de l'empire britannique et c'est en 1871 qu'il publie *Colonial questions pressing for immediate solution in the interest of the nation and the empire*.

Sans aucun doute le plus célèbre des économistes partisans à la fois du libre-échange et du maintien l'empire demeure William Stanley Jevons. Il est originaire d'Edinburgh comme Macfie et issu également d'une famille de marchands. Il obtient en 1854 un poste d'assistant au Royal Mint de Sydney où il séjourna 5 ans ; il y acquiert une connaissance très large de l'Australie et de la Nouvelle Zélande. C'est durant cette époque-là qu'il porte un intérêt particulier aux affaires coloniales (Collison Black, 1972, p. 31). Sur le plan intellectuel, il est également un lecteur de Smith et de Mill ; en 1860 il poursuit ses études à l'University College de Londres. Il revient dans cette même université en 1876 où il obtient la chaire d'économie que Cairnes avait quitté en 1872. Sa correspondance atteste de ces liens avec Cairnes (1863-1874) en particulier, mais aussi avec L. Walras, J. N. Keynes ; en revanche il est très opposé aux analyses économiques de Mill (Collison Black, 1960, p. 214). Il publie *The Coal question* en 1865 et *The theory of political economy* en 1871. Son analyse sur l'empire est toutefois plus présente dans son journal qu'il tient régulièrement ainsi que dans sa correspondance. C'est un partisan du libre échange mais à la différence d'un auteur comme Cairnes qu'il trouve pourtant admirable s'agissant en particulier de sa conférence prononcée à Dublin « Colonisation and colonial government » (Wood, 1983, p. 107), il ne partage pas l'idée de séparer la Grande-Bretagne de son empire.

## **b) Pourquoi l'empire ?**

### *Un empire a minima pour Northcote*

L'empire apparaît tout d'abord comme un facteur de paix alors que pour les auteurs précédemment étudiés, il était perçu plus comme une source de conflits, de rivalités entre nations conquérantes. La pensée de Northcote est sans ambiguïté sur ce point: « If we are able to maintain proper relations with our colonies abroad, the maintenance of the British empire as it is ought to be a great guarantee for peace » (Northcote, [1871] 1887, p. 381). Mais la consolidation de l'empire suppose que les relations entre la métropole et les colonies soient mieux organisées, plus fréquentes ; cela implique deux choses aux yeux de Northcote tout d'abord une meilleure connaissance des colonies sur lesquelles le Royaume-Uni exerce un pouvoir : « we should endeavour to make ourselves acquainted with the wants, wishes, and interests of our colonial fellow-subjects » (Northcote, [1871] 1887, p. 379). Cette connaissance doit s'accompagner ensuite de plus d'empathie et de plus de respect des populations colonisées. Cela implique enfin une amélioration des communications. Le respect de ces contraintes permettrait de cimenter les relations métropole-colonies et garantirait l'existence même de l'empire auquel Northcote reste attaché : « I believe myself that nothing is more important for the interests of the British empire » (Northcote, [1871] 1887, p. 379). Northcote rajoute enfin une dernière condition : l'existence d'une monarchie impériale, sorte de gouvernement confédéral. Cette défense de l'empire exclut cependant le recours au protectionnisme qui ne permettrait pas de bénéficier ce que le libre-échange permettait d'obtenir ; la consolidation de l'empire reste toutefois un objectif politique à atteindre.

### *D'une conception égalitariste (Macfie) à une conception utilitariste (Jevons) de l'empire*

Macfie est sans aucun doute le plus ardent partisan du maintien de l'empire. Certes il était libre-échangiste mais les modalités des relations qu'il suggère entre colonies et métropole ne relèvent pas d'un libre-échange *stricto sensu*. Cependant, dans ses *Colonial questions*, l'analyse qu'il fait de l'empire, relève plus du champ politique que du champ purement économique. Dans la même veine que Northcote, il suggère, mais de façon plus explicite que ce dernier, une structure politique impériale au-dessus des représentations politiques

nationales « The moste or the only logical procedure is to superimpose over the several parliaments and administrations of the United Kingdom and the colonies an Imperial representative Cabinet or Council, invested, under the Queen, with supreme power to act as a Legislature and Executive for the Empire » (Macfie, 1871, p. 16-17). Dans un autre passage du texte, Macfie parle de « a supreme and permanent Council for the Empire » (Macfie, 1871, p. 28). Il souhaite une gouvernance impériale solide pour contrecarrer ce qu'il appelle la « disintegrative tendency ». L'empire doit donc être une structure puissante ; il doit être capable d'associer différents peuples à égalité de traitement « we will do our duty as British subjects, in the full hope that we shall not be looked upon and treated as subjects of an inferior grade, burdened with responsibility, but denied the possession of their corresponding rights » (p. 46). Cet empire constitué sur des bases d'égalité entre les peuples et les différents composants doit pouvoir représenter une force et une puissance incontournable. Cette puissance repose sur l'unité politique et sur le nombre « Knowing that a nation's strength and independence is in proportion to the number of fighting men and consequently of its people, taken in connexion with the compactness and defensibility of its soil, and observing that the war spirit is not dead nor dying in the world, need one ask : it is a time to be indifferent as to the magnitude of the population of the British Empire, and be careless whether we, as a nation, grow stronger or weaker ? » (Macfie, 1871, p. 20). Macfie fait du volume de population une force potentielle ; dans une approche qui a des relents de mercantilisme il parle de puissance relative « This strength is relative. A nation may become weaker even while its resources are as great and its people as man and as brave as ever, if other nations are outstripping it in resources and particularly in numbers » (Macfie, 1871, p. 30). Macfie continue donc de voir l'empire comme le moyen le plus direct pour le Royaume-Uni de conserver sa suprématie mondiale. Car cette position ne peut, selon lui, être conservée dans un cadre strictement national, mais, plutôt dans un cadre impérial. Il a plus foi dans les structures internationales que dans un libre-échange mondial où chaque nation se positionnerait seule sur le marché. Il n'hésite pas d'ailleurs à réclamer un nouveau type de relations, des relations de réciprocité entre le Royaume-Uni et les colonies britanniques « We at home require, however, to recall the colonies to greater consciousness of the fact, and the value to themselves, of their British origin and connexion » (Macfie, 1871, p. 35). Il voit par ailleurs d'un très bon œil les mouvements migratoires depuis la métropole en direction des colonies exclusivement, car « through judicious encouragement of emigration and presentment of facilities for the cultivation of waste lands, the colonies shall have doubled the Empire's population and strength » (Macfie, 1871, p.24). Mais Macfie note que cette migration doit, pour être efficace économiquement, être régulée. Il faut réduire les mouvements migratoires à destination des pays étrangers, il faut privilégier les mouvements à destination des colonies car, dans ce dernier cas, les migrants risqueraient de devenir des consommateurs de produits étrangers, ne contribuant pas à la richesse britannique : « Every man who leaves for the United States is a subtraction from our numbers, and per contra, becomes a producer of wealth and an accumulator of power for them instead of ourselves » (Macfie, 1871, p. 4).

William Stanley Jevons enfin, au risque de nous surprendre, est opposé à toute rupture du Royaume-Uni avec son empire. L'intérêt qu'il porte aux colonies tient en grande partie aux séjours qu'il effectua naturellement en Australie et Nouvelle Zélande. Il défend le libre échange mais il ne le considère pas incompatible avec des mesures interventionnistes qui concerneraient l'empire. Les arguments de Jevons mobilisés en faveur de l'empire sont à la fois des arguments d'ordre économique, d'ordre démographique et d'ordre politique.

Sur le plan démographique, Jevons croit à la thèse malthusienne de la population (Hoff, 2012, p. 47) alors que celle-ci est de plus en plus critiquée. En effet Jevons qui consacre un chapitre

entier à cette question dans son ouvrage de 1865, *The coal question* (Jevons [1865] 1965, p. 202-232) pense qu'il y a un excès de population au Royaume-Uni. Selon lui, c'est le déclin de l'activité agricole en Grande-Bretagne qui a rendu difficile voire impossible l'approvisionnement alimentaire d'une population sans cesse croissante. Dans un premier temps il observe que le trop plein démographique dans les zones rurales s'est déversé dans les villes. Jevons note que les villes industrielles ont vu leur population quadrupler en une soixantaine d'année. Mais pour Jevons les colonies britanniques doivent être considérées comme faisant parti d'un ensemble unique incluant la mère patrie, si bien que « Our own agricultural area being essentially limited, the offspring of the agricultural population must find employment either in our towns or abroad. And the growth of our towns requires a corresponding growth of our foreign agricultural settlements » (Jevons [1865] 1965, p. 220). Ainsi l'émigration en direction des colonies permettrait de desserrer la contrainte malthusienne population-ressources « We cannot long continue our present rate progress [...] emigration may relieve it and by exciting increased trade tend to keep our progress » (Jevons, [1865], 1965 p. XVI). Jevons note cependant que le mouvement migratoire qui certes soulage la métropole tient aussi à des facteurs attractifs dans les colonies elles-mêmes et Jevons cite « high wages, independence, and a certain charm of novelty and adventure » (Jevons, [1865], 1965, p. 220). Les colonies présentent l'avantage que l'on ne peut plus avoir en métropole celui d'une « population [is] free to multiply at a new rate, and to manifest its geometrical tendency, relieved of the checks which Malthus showed to be a usual restraint » (Jevons, [1865], 1965, p. 221).

Sur le plan économique, les colonies ont clairement le rôle de pourvoyeuses de vivres pour une population métropolitaine, qui peut se consacrer de plus en plus aux activités minières et manufacturières ; elle échange nourriture contre produits industriels. L'avantage incontestable est bien de pouvoir étendre l'activité industrielle tout en sachant que la limite en vivres est repoussée grâce à l'activité des colons « there is no pitch of material wealth and greatness to which our towns might not attain when thus supplied from our foreign agricultural settlements which the other elements of subsistence » (Jevons, [1865], 1965, p. 221). Pour Jevons il est incontestable que la production charbonnière et métallurgique peuvent se développer « by multiplication, not by mere addition in a high and often in a continuously rising ratio » et que cette production « is the bone and sinews of our labouring system » (Jevons, [1865], 1965, p. 245). Les colonies comme l'Australie, l'Afrique et les colonies américaines « capable of an immense production of raw materials » (Jevons, [1865], 1965, p. 417) permettent ainsi de repousser les limites physiques de la production de matières premières dont la Grande-Bretagne a besoin pour poursuivre son développement industriel<sup>2</sup> : « The plains of North America and Russia are our corn-fields, Canada and the Baltic are our timber-forests ; Australia contains our sheep-farms » (Jevons, [1865], 1965, p. 411).

Jevons souligne dans sa correspondance avec l'éditeur de *The Empire* l'extrême fertilité et productivité des terres agricoles en particulier en Australie ou/et en Nouvelle Zélande, colonies qu'il connaît plus particulièrement puisqu'il fit une étude systématique de ces deux pays tant sur le plan climatique que géographique, social et économique (Collison Black, ed. 1972, I, p. 22) « he [person] by the application of a moderate amount of labour will give large and almost spontaneous returns of corn, wool, or mineral wealth » (Jevons, [1857] in Collison Black, ed. 1973, II, p. 282). Ainsi Jevons explique ce que la *World History* nous enseigne aujourd'hui (Pomeranz, 2000 ; O'Rourke and Williamson 1999) à savoir l'importance

---

<sup>2</sup> Ces terres représentent une réserve de richesse inépuisable - à condition que leur exploitation et leur gestion foncière soient efficaces, tout en évitant le gaspillage et/ou la spéculation grâce à des lois foncières adaptées (Jevons [1857] in Collison Black 1981, VII, p. 3-8)

cruciale pour la Grande-Bretagne dans les années 1840-1860 du commerce extérieur (et colonial en particulier) seul capable de nourrir une population britannique croissante et seul capable de faciliter ainsi l'expansion industrielle du pays. Autrement dit c'est dans sa capacité à s'attacher ses colonies pourvoyeuses en produits intensifs en facteur terre dont les céréales, le bois, et le coton, facteur qu'elle put économiser, que la Grande-Bretagne a échappé au « goulot d'étranglement » malthusien.

il est difficile de savoir ce que Jevons envisage comme relations commerciales entre la métropole et les colonies sur le long terme (Wood, 1983, p. 106) ; la crainte d'une concurrence entre métropole et colonie n'est pas envisagée très clairement ; Jevons semble même la minimiser sur le long terme car « The commercial and partial manufacturing interests, thus created and of necessity existing, are, however, entirely secondary in importance to the agricultural, pastoral, or mining interests, which are evidently the original source of wealth and general prosperity of all colonists » (Jevons, [1857] in Collison Black, ed. 1973, II, p. 282). C'est une des raisons pour lesquelles il envisage plutôt le maintien d'une politique de libre-échange « When manufacture is naturally more profitable in America than in Britain we shall be supplanted and not before then. The advent of that period can be hastened only by freedom of industry and trade, not by legislative devices » (Jevons, [1865], 1965, p. 436), une politique qu'il applique aux colonies britanniques, mais une politique qui ne doit pas remettre en cause les liens particuliers entre la métropole et ses colonies: « On the whole free trade is likely to extend itself on the continent. Our colonies after a brief experience, may see through their mistaken and highly prejudicial views » (Jevons, [1865], 1965, p. 431),.

Sur le plan plus politique enfin, Jevons souhaite conserver une structure à l'empire britannique car son étendue rehausse le prestige de la Grande-Bretagne. La dimension civilisationnelle est très présente dans sa manière d'envisager l'existence et le maintien d'un empire. Sur ce plan il est en accord avec l'idée qui consiste à penser que l'influence culturelle du peuple anglo-saxon sur le monde peut avoir, *in fine*, des répercussions économiques indirectes : « Our empire and race already comprise a fifth of the world's population ; and by our plantation of new States, by our guardianship of the seas, by our penetrating commerce, by the example of our just laws and firm constitution, and above all by the dissemination of our new arts, we stimulate the progress of mankind in a degree not to be measured" (Jevons, [1865], 1965, p. 459).

Ces trois auteurs, chacun avec une argumentation propre, justifient l'existence de l'empire tout en voulant préserver un système de libre échange économique, plus ou moins total. Leur point commun reste la supériorité des raisons politiques (Northcote, Macfie, Jevons), des raisons culturelles (Jevons), des raisons environnementales (Jevons) sur une argumentation strictement marchande. La dimension institutionnelle de l'empire est jugée également importante et nécessaire face au risque de relations économiques trop solubles dans le libre-échange.

## ***2<sup>e</sup> Partie : 1885-1914 – vers un éclatement des pensées sur l'empire***

La majorité des économistes britanniques de cette seconde période sont relativement libre-échangistes ; ils ont influencé le maintien d'un régime commercial libéral jusqu'à la guerre, même si peu d'entre eux participèrent au débat sur l'empire de façon approfondie et continue. Leur position de principe s'applique à la question impériale par ricochet, car très souvent cette dernière ne fait pas l'objet de développement spécifique de leur part, à de rares exceptions

près, à l'instar d'Alfred Marshall ou de Robert Giffen. Cependant, à côté du mouvement libéral, existent d'autres écoles de pensée qui s'impliquèrent plus spécifiquement sur cette question : il y a en particulier *l'Ecole historique anglaise*, très proche des thèses de List. Il existe aussi un courant anti-impérialiste et hétérodoxe porté principalement par Hobson. Mais avant de présenter leurs positions respectives, nous allons dresser un état des lieux des relations économiques et financières entre le Royaume-Uni et son empire au cours de ces trois décennies.

## **1) L'extension de l'empire et la tentation du repli**

A partir des années 80, l'empire va prendre une nouvelle dimension notamment avec le partage de l'Afrique. Entre 1876 et 1915 la Grande-Bretagne s'agrandit de 10 millions de km<sup>2</sup>. La récession des années 1880 ayant aggravé les tensions entre économies, il était urgent de trouver de nouveaux marchés et le nouvel impérialisme est la conséquence logique d'une économie mondiale fondée sur la rivalité de plusieurs pays industriels concurrents (Hobsbawm 1989, p. 93). La ruée vers l'Afrique et le Pacifique a un motif économique autant que politique. Le Royaume-Uni s'établit par la force en Égypte en 1882. En Afrique occidentale, le partage fut accompli en 1898 ; la Gambie, la Siéra Léone, et le Nigeria, de loin la colonie la plus étendue, « tombent » dans l'empire britannique. L'Afrique centrale est occupée sous la forme de maisons de commerce qui se trouvent sur la Côte et dans le delta du Congo. En Afrique orientale, avec le traité anglo-allemand de 1890, la Grande-Bretagne dispose de trois protectorats : Zanzibar, Ouganda et l'actuel Kenya. En Afrique australe, avec la découverte de mines de diamant et mines d'or, l'émigration s'accéléra et le gouvernement britannique voulut créer une fédération mais ce n'est que en 1910 que se forme l'union sud-africaine. En Asie la Birmanie est annexée en 1886 et la Malaisie est sous contrôle progressif puis définitif en 1914. Cet empire ne peut toutefois être considéré comme une entité homogène et cohérente puisqu'il est composé de colonies de peuplement, de dominions autonomes, de protectorats, de concessions territoriales. Toutes ces composantes présentent un caractère ultra marin, peuplées de populations très diverses et sont reliées de façon très discontinues territorialement et administrativement (Singaravélou, 2013, p. 14).

Cette nouvelle configuration de l'empire offre plus de possibilités de migration si bien que dans les années 1900, les colonies deviennent la première destination des migrants, ce qui n'était pas le cas auparavant. C'est le cas de 43.2% de la population migrante en 1900 et de 69.4% en 1920. Le courant migratoire s'accélère également comme en Australie où la population blanche passe de 1.2 million en 1861 à 3.19 millions en 1901 et 6.46 millions en 1930, ou en Nouvelle Zélande passant de 11.500 en 1843 à 770.000 en 1900 (Singaravélou, 2013, p. 35).

Cette extension de l'empire a comme autre conséquence une accélération des flux financiers puisque l'on passe de £ 700 millions en 1870 à £ 2000 en 1900 et à £ 4000 en 1913 mais les principales destinations restent les USA (le quart des investissements totaux), l'Argentine et seulement deux colonies dont le Canada et l'Australie (Cain & Hopkins, 1993, p. 179), l'empire totalisant seulement 37.7% des capitaux exportés (Cain in Porter, 1999, p. 48). En 1914, les investissements dans l'empire représentent un total de 45% du total des actifs britanniques à l'étranger et les dominions concentrent 70% de ces investissements (Etemad, 2005, p. 166). Notons cependant que l'Inde constitue une destination particulière puisque le montant des investissements en Inde s'élève à £ 380 millions - en particulier dans les infrastructures ferroviaires - (Moore, in Porter, 1999, p. 441) ; elle devient le 4<sup>e</sup> grand

receveur des investissements extérieurs. De 1865 à 1894, 60% des capitaux recueillis sur la place de Londres pour être investis outre mer sont destinés à financer des chemins de fer (Crouzet, 1964, p. 287).

Sur le plan des importations, cette seconde période confirme la tendance précédente. Le marché des produits primaires ne cesse de s'élargir entre 1880 et 1914 et ce commerce triple, accélérant le développement des régions spécialisées dans leur production. Le Canada de même que l'Argentine deviennent d'importants producteurs de blé (Hobsbawm, 1989, p. 72). La gamme des produits s'élargit également : laine, étain, thé, caoutchouc, graines oléagineuses, jute, huiles végétales, denrées alimentaires mais la part des matières importées de l'empire stagne toutefois autour de 25 à 30% (Etemad, 2005, p. 162 ; Cain, in Porter, 1999, p. 43). Cependant, en terme relatif, les produits primaires ne représentent plus que les 2/3 (et non plus les 3/4) des importations britanniques en 1913 (Tomlison, in Porter, 1999, p. 62). Le changement est surtout lié à l'origine géographique : les colonies de peuplement voient leur part croître de 32.2 à 54.6% entre 1854 et 1913 (Cain, in Porter, 1999, p. 44). Les Indes occidentales voient en revanche leur part déclinée, due en grande partie à la concurrence du sucre européen (vers 1870, l'Europe produisait un tiers de la production totale de sucre). La baisse de production n'est toutefois pas significative car les îles vendent davantage leur production aux USA (Heuman in Porter, 1999, p. 490). L'Afrique du Sud en revanche occupe une place grandissante en raison notamment des importations d'or et de diamant (les exportations d'Afrique du sud qui étaient de £ 5 millions en 1870 sont passées à £ 50 millions en 1910 dont 40 concernent les métaux précieux) (Saunders & Smith, in Porter, 1999, p. 605)

Sur le plan des exportations, la part de l'empire fluctue légèrement mais le pourcentage atteint 35% en 1909-1913 (30.3% en 1854-1857) (Cain, in Porter, 1999, p. 44). Globalement l'empire fournit un important débouché pour les exportations britanniques, voire joue un rôle stabilisateur, d'autant que le Royaume-Uni présente la particularité dans cette période d'avoir des échanges avec les pays européens dans une proportion moindre (30% de ses exportations) par rapport aux autres nations européennes (80%) (Bairoch, 1997, II, p. 313) ; mais après 1890, le rôle de ce commerce n'est plus contra-cyclique car il évolue avec les fluctuations du commerce mondial et l'empire est très affecté également par les dépressions internationales (Crouzet, 1964, p. 300). Les colonies blanches absorbent la moitié des exportations. L'Inde reste cependant un marché important pour les cotonnades ; 60% des importations d'Inde viennent du Royaume-Uni en 1913 et ce sous-continent absorbe 2/3 des exportations de cotonnades britanniques (Moore, in Porter, 1999, p. 441) alors que le Royaume-Uni n'absorbe que 1/3 des exportations indiennes en 1890 et 1/4 20 ans plus tard. L'Inde représente 13% des exportations totales britanniques à partir de la décennie 1880 (Cain & Hopkins, 1993, p. 333). Le commerce (importations et exportations) entre le Royaume-Uni et la zone pacifique (Australie et îles du pacifique ouest) a été multiplié par un peu plus de 5 entre 1860 et 1913 (£ 90 millions) (Denoon & Wyndham, in Porter, 1999, p. 550). À l'exception de l'Égypte et de l'Afrique du sud, le continent africain offre peu d'opportunités commerciales à la métropole, tant au niveau des exportations que des importations. La part de l'Afrique noire dans ces échanges commerciaux est très réduite (Newbury, in Porter, 1999, p. 626).

Au niveau de la structure des produits exportés, les produits textiles et les produits métallurgiques fournissent 80% des exportations britanniques en direction de l'empire (Etemad, 2005, p. 161). Une dernière caractéristique de ces échanges entre la métropole et l'empire est le maintien du libre échange jusqu'en 1914 même si les mouvements protectionnistes exercent leur pression dès le début des années 1880, concrétisée par la

fondation de la *National Fair Trade League*, et sur le plan politique par le remplacement de Cobden par Chamberlain, apôtre du fair trade et non du free trade.

## **2) Les économistes de « l'école historique anglaise » : des partisans de l'empire**

### **a) Des opposants à Marshall et au libéralisme**

Il n'y a pas à proprement parler d'*École historique anglaise* comme il y a une *École historique allemande*. Cependant, plusieurs auteurs de la même génération ont publié des ouvrages économiques dans une perspective historique. Joseph Nicholson, Henry de Gibbins, William Ashley, William Cunningham, W.A.S. Hewins représentent cette nouvelle génération d'économistes britanniques pour qui le libre échange ne constitue plus un principe irréductible ; ils sont très sensibles aux idées économiques de l'école historique allemande, et leurs publications y font très souvent référence. Ils montrent par ailleurs un intérêt marqué pour la question coloniale qui ne constitue pas, à la différence des libéraux, un sujet périphérique.

Joseph Nicholson fut très jeune professeur à Edinburg après de brillantes études à Londres puis Cambridge. Il manifeste un intérêt particulier pour l'œuvre de Smith, partageant même ses idées sur l'empire. Il est aussi l'héritier de Mill. Ce n'est que tardivement qu'il publie *A project of Empire* (1909) - très riche en références historiques- puis « The economics of imperialism » dans la revue *Economic Journal* en 1910, après avoir publié ses *Principles of political economy* en 1893. Il publie également dans la nouvelle revue *The English Historical Review*. Bien que proche de Marshall, il rejette l'approche mathématique ; il regrette l'absence d'approche historique dans les travaux des économistes et demeure impressionné par les résultats obtenus par la méthode historique (Kadish, 1982, p. 139). Il considère que le chapitre de Smith sur la politique coloniale est un excellent exemple de méthode historique (Woods, 1983, p. 148).

William Cunningham appartient à ce même groupe d'économistes qui considèrent que les comportements économiques doivent être compris en prenant en compte le rôle des institutions politiques, sociales et économiques. Il débute sa carrière universitaire en tant que lecturer en histoire économique en 1884 à Cambridge et occupe plusieurs fonctions successives dont celle professeur au King College de Londres. Il exerce enfin les fonctions de président de la *Royal Historical Society* entre 1910 et 1913. C'est donc un auteur très imprégné par l'histoire ; il s'oppose également à la méthode développée par Marshall. Son ouvrage important *Growth of English industry and commerce* publié en 1882 puis dans de nouvelles éditions jusqu'en 1925 illustre parfaitement sa démarche intellectuelle. Il est partisan d'une intervention de l'État dans l'économie et manifeste une certaine antipathie envers le libéralisme. Il publie assez tardivement des écrits concernant l'empire et en particulier en 1911 *The case against free trade london* et en 1912, *The rise and the decline of the free trade movement*.

William Ashley est le troisième membre de ce cercle d'historiens économistes. Après avoir débuté sa carrière à Oxford où il fonde *The Oxford Economic Society*, il enseigne au sein de l'empire à Toronto puis à Harvard où il devient l'éditeur du *Quarterly Journal of Economics*. Il s'implique beaucoup dans cette nouvelle branche que représente l'Economic History. Il occupe enfin un poste à l'Université de Birmingham en 1901. Il publie une œuvre maîtresse en deux volumes *An introduction to English economic history and theory*, Part 1 (1888), Part

2 (1893). Sur la question de l'empire, il publie un autre ouvrage important, *The Tariff problem* en 1903 qui connut des rééditions en 1904, 1911, 1920 et en 1926 *Imperial preference* où il réitère sa position idéologique de 1903. Il partage enfin les conceptions interventionnistes des autres membres de ce cercle et les réticences sur les avantages du libre échange.

William Hewins est le premier directeur de la LES entre 1895 et 1903 ; il enseigne l'histoire économique à University college de Londres entre 1902 et 1903 et souhaite que l'on dispense un enseignement d'économie différent de celui enseigné par Marshall à Cambridge. Il rejette donc d'emblée l'analyse économique orthodoxe et manifeste une très grande sympathie pour les écrits mercantilistes. Sa conception hétérodoxe de l'économie s'exprime très clairement dans son ouvrage *The apologia of an imperialist* où il affirme dès le premier chapitre qu'il analyse « economics as a study of the actual life of country, with special reference to one side of its activities. He involved the scientific examination of its structure and organisation, its history, customs, laws and institutions, the relations between its members » (Hewins, 1929, I, p. 4). Il est partisan du maintien de l'empire et s'implique personnellement dans les affaires coloniales. Il fut le secrétaire de la *Tariff commission* établie par Chamberlain entre 1903 et 1917, puis secrétaire d'État aux colonies entre 1917 et 1919. Par ailleurs, il publie plusieurs ouvrages sur la question impériale dont *Lecture on tariff reform* en 1907 et *The apologia of an imperialist* en 1929, ouvrage en 2 volumes qui retrace 40 ans de politique impériale et d'analyses personnelles sur celle-ci.

Henry de Gibbins est né en Afrique du sud, exerce les fonctions de professeur dans différents institutions dont Nottingham High School puis à partir de 1892, les fonctions de prêtre. Ses écrits sont très imprégnés d'histoire économique ; son ouvrage le plus célèbre *A Industrial history of England* est publié en 1890. Il s'intéresse également aux questions liées à l'empire dans son ouvrage *British commerce and colonies* qu'il publie en 1893.

## **b) Empire vs déclin**

Tous ces auteurs rejettent avec plus ou moins de véhémence la politique libre-échangiste défendue par Marshall et leurs prédécesseurs qu'ils soient partisans ou pas d'un empire britannique. Cette critique du libre échange est associée à une défense de l'empire en tant qu'espace économique protégé, espace susceptible de conforter et de restaurer la puissance économique britannique. Nous assistons à un véritable tournant idéologique avec ces auteurs qui pour un certain nombre d'entre eux sont impliqués professionnellement au titre de conseillers économiques auprès des autorités politiques britanniques.

### ***Une première étape : une défense pragmatique du protectionnisme***

La défense du protectionnisme a été théorisée en Allemagne dans les premières décennies du XIXe siècle avec List (1840). Cette défense du protectionnisme prend sa place dans les débats sur l'empire entre 1880 et 1914 en Grande-Bretagne. Nicholson défend cette option de façon assez pragmatique car dans un premier temps il considère que le libre-échange est la meilleure politique car elle encourage le bon marché « Free imports encourage cheapness and abundance » (Nicholson, 1901, III, p. 357) et le consommateur y est plutôt favorable. Ce principe cependant doit comporter un certain nombre d'exceptions au rang desquelles le maintien de l'indépendance nationale et le risque de concurrence déloyale due à des différences de salaires entre pays. (Nicholson, 1901, III, p. 362-365). Par ailleurs, il considère que le commerce étranger représentant une faible part du commerce total, toute restriction protectionniste aurait une faible portée (*Ibidem*, p. 368). Sur la base d'une argumentation

politique, tout en s'appuyant sur l'argumentation de List, Nicholson considère qu'un pays doit pouvoir se doter d'une industrie indépendante « No nation would be content to remain as a hewer of wood and grower of corn, and the higher the forms of industry in which the workers are engaged so much the better for the nation as a whole » (Nicholson, 1901, III, p. 365) ; le recours à une certaine forme de protectionnisme doit être envisagée. Dans son texte de 1910, *The economics of imperialism*, il est encore plus catégorique sur les inconvénients du libre échange. Il raisonne en termes de perte nationale. Nicholson qui se demande pourquoi les nations adoptent certaines formes de protection intérieure, en déduit que les pays étrangers sont parfois les grands gagnants des échanges internationaux au détriment de la nation « With external free trade it may happen that capital and labour will be displaced to foreign parts ; and it may happen also that to the foreigner will be given the benefit of large scale production by admission to the home markets » (Nicholson, 1910, p. 164).

Cunningham adopte un parcours comparable à celui de Nicholson. Il adopte les idées libérales dans un premier temps (Wood, 1983, p. 198) mais dans l'édition de 1910 de *Industry and commerce*, puis dans les deux textes : *The rise and the decline of the free trade movement* publié une première fois en 1904 et *The case against free trade* publié en 1911, il prend un point de vue contraire et si cet auteur semble s'opposer au libre échange, c'est plus par pragmatisme que par pure adhésion à une idéologie économique. En fait « the dream of international free trade had not been realised » (Cunningham, cité par Wood, 1983, p. 198) et surtout n'a pas permis au Royaume-Uni de conforter sa position économique dominante ; le libre échange n'a pas enrayeré, bien au contraire, le déclin des industries. Il partage à son tour la position de List en affirmant que le libre échange est favorable à la nation leader industriellement mais il constate cependant que « the decline of Britain's staple industries and her dependence on foreign supplies of food and raw materials demonstrated that free trade was no longer the appropriate policy for the nation to follow » (Cunningham, [1905]1912, cité par Wood, 1983, p. 199). Selon lui, la concurrence étrangère a érodé le leadership britannique et l'adoption de tarifs protectionnistes ne peut pas être repoussée, mais à quel niveau doit-on l'envisager : au niveau national ? au niveau impérial ?

Ashley est tout aussi sceptique sur les avantages du libre échange même s'il note à son tour que le libre échange a permis la suprématie commerciale du Royaume-Uni. *A contrario*, il souligne -au moment où il publie- que les importations dépassent largement les exportations et surtout que « this dependence is a growing one » (Ashley, 1904, p. 4). Donc en bon analyste des faits économiques, il relève que si le libre échange peut représenter une bonne stratégie à un moment donné, il peut être une stratégie défectueuse à une autre étape du développement économique du Royaume-Uni. Constatant que des pays comme l'Allemagne ou les États-Unis deviennent des puissances économiques comparables, et rivales de fait, et que « the simple policy of laissez faire all round is progressively abandoned » (Ashley, [1903] [1920] 1968, p. xxviii), il ne convient pas selon lui de poursuivre dans cette voie libérale de manière unilatérale. Pour appuyer son analyse Ashley prend l'exemple de l'industrie cotonnière : « It is precisely the cotton industry of Lancashire, which, during recent years, has exhibited before the eyes of as surprised country the dangers to which an industry may be exposed which is still conducted, on its commercial side on laissez faire lines » (Ashley, [1903] [1920] 1968, p. xxxi). Il en conclut que l'heure n'est plus au laissez-faire mondial car « The economic development of the world has taken a direction very different from the anticipations of the Manchester school » (Ashley, [1903] [1920] 1968, p. 82).

Hewins est d'emblée beaucoup plus protectionniste que les auteurs précédents, puisque très tôt, en 1888, il se montre partisan d'un régime économique protégé pour lutter contre la

concurrence étrangère. Un peu plus tard, il rédige pour l'*Encyclopedia Britannica* l'article *Protection* (1911, vol. 22, p. 468) dans lequel il note l'intérêt pour les États d'adopter un certain protectionnisme, afin de s'assurer une sécurité des approvisionnements et une indépendance économique. Hewins parle d'une « steady tendency to see in the state a powerful means of promoting the development of trade and industry and a growing disbelief in the more extreme formes of the free trade doctrine, such as the type known fas the Manchester School, the theory of laissez faire » (Hewins, 1911, vol. 22, p. 468). Mais il souligne en parallèle que la nouvelle forme de pensée doit se créer son propre chemin car « Every department of the civil service and all important administrative posts were in the hands of people trained in the older economics [...] the new views of policy had to make their way against established political and economic vested interests » (Hewins 1929, I, p. 2-3). Son rejet du libre échange n'est cependant pas dogmatique mais il considère que si l'on doit sauver l'industrie britannique, il faut la protéger de la concurrence étrangère. Sa position reste en réalité guidée par les conditions économiques et sociales du moment et c'est la raison pour laquelle, il ne croit pas plus que les autres auteurs de cette école, que l'on puisse maintenir une politique de libre échange permanente.

### *Une seconde étape : de la défense du protectionnisme à la voie impériale*

La défense du protectionnisme, qui constitue dans une certaine mesure le fil conducteur de la pensée de tous ces auteurs, ne représente pas une position théorique de principe comme cela a pu être le cas pour la Manchester School à propos du libre échange. L'idée est plutôt de considérer qu'à certaines étapes de leur développement, les pays peuvent être encouragés à appliquer des mesures de protection à leur marché intérieur. Cependant aucun des auteurs ne souhaite un repli du Royaume-Uni sur son marché intérieur ; tous de manière plus ou moins différente proposent une union douanière avec l'empire.

Hewins est un des premiers économistes du groupe très attaché à l'idée de renforcer les liens avec l'empire. Il conseille Chamberlain, un des grands partisans du renforcement de l'empire et de l'élaboration de tarifs douaniers préférentiels avec les colonies. Nommé responsable par Chamberlain de la commission qui réfléchit à des propositions en matière de tarifs douaniers avec les colonies, il est responsable de la *Tariff reform campaign*. Son constat économique est accablant pour l'économie britannique ; il la juge sur le déclin. D'emblée, il s'oppose à la vision économique de la *Manchester School* car, le libre échange ne permet pas, selon lui, le redressement de l'économie britannique. Il souhaite promouvoir une union commerciale entre le Royaume-Uni et ses colonies et parle de « splendid dream of a progressive, organized Empire » (Hewins, 1929, I, p. 56-57). La constitution d'un grand marché intérieur associant la mère patrie et les colonies pourrait redonner, selon lui, à la Grande-Bretagne sa vraie puissance économique ; cela implique « the abandonment of free importation and willingness to enter into preferential arrangement with the dominions » (Hewins, 1929, I, p. 5) ; cela implique aussi de mettre en place une nouvelle politique commerciale préférentielle, un peu à l'image de celle existant entre le Royaume-Uni et l'Irlande. Il ne convient pas toutefois de revenir à une forme de mercantilisme classique, mais bien créer une structure qui permette de bénéficier de façon mutuelle des ressources de l'empire tout en préservant une certaine autonomie politique des différents États qui la composent « if by federation and the energy and enterprise of their inhabitants, the different groups of colonies so increase their productive power that their resources become comparable with those of great Sovereign States, they cannot be content to play a very subordinate part in the British Imperial system » (Hewins, 1929, I, p. 52). Un tel système commercial est censé garantir des marchés captifs pour les produits britanniques et pour les produits coloniaux. Tel que cela apparaît dans la campagne

pour la réforme des tarifs après 1903, il s'agit de mettre en place un système de préférences tarifaires réciproques entre la Grande-Bretagne et ses colonies. Les colonies doivent offrir un traitement préférentiel aux importations de produits manufacturés britanniques pendant que la Grande-Bretagne offre une préférence aux produits alimentaires coloniaux. En arrière plan, il y a l'idée, assez répandue, partagée par Chamberlain, que l'évolution semble favorable aux empires (voir l'exemple de l'unité allemande, de l'unité italienne, et des États-Unis). Pour appuyer cette structure économique impériale, Hewins propose une série de conditions : « i) an adequate scheme of Imperial defence, naval, and military ; ii) the determination of the conditions on which the colonies are to have a voice in Imperial affairs and the provision of the machinery necessary to enable them to exercise the privilege ; iii) measures for promoting the commercial union of the United Kingdom and its colonies and dependencies ; and, as necessary conditions for attainment of these objects, iv) the reorganisation of the system of public finance, v) a transport policy, vi) a social and labour policy, particularly the State regulation of labour” (Hewins, 1929, I, p. 60). Mais cette belle réalisation politique et économique dont l'objectif final est une zone de libre échange au sein de l'empire « can be reached only by graduate stages » (Hewins, 1929, I, p. 61).

Nicholson qui ne s'oppose pas au libre échange par principe, partage les vues de Hewins sur la manière d'envisager l'empire et les relations colonies-métropole. Il publie un premier texte en 1903 en pleine campagne sur la réforme des tarifs douaniers : *The tariff question with special reference to wages and employment* mais c'est essentiellement dans *A project of empire* qu'il nous livre sa conception la plus aboutie. Il est très favorable sur le plan politique à l'autonomie des colonies et sur le plan économique à une forme de protectionnisme impérial. Si initialement il était opposé à la constitution formelle et politique d'un empire, dans le texte de 1909, il devient partisan d'une organisation plus formelle entre les colonies auto-gouvernées et la mère patrie. Il est très favorable à une forte dose de centralisation et se demande si : « Is it desirable under present conditions for the constituent parts of the British Empire to aim at a truly imperial or centralised or federal system of defence, or is it preferable to recognise the tendency to disintegration and the development of separate nationalities ?” (Nicholson, 1910, p. 158) ; il conclut que “The case of a real union is perhaps stronger than in any other instance, past or present” et veut montrer que dans l'histoire, le déclin des puissances économiques a ainsi été enrayé « By the increase in the powers of the central authority” (Nicholson, 1910, p. 158). Cela nécessite bien évidemment pour Nicholson une contribution budgétaire pour chaque colonie, aux dépenses militaires en particulier. Toutefois il intègre une sorte de principe de subsidiarité et en conséquence « to entrust to no central authority what can be left to local governments » (Nicholson, 1910, p. 169). C'est cependant sur le plan économique que l'intégration doit être la plus forte et la plus essentielle ; de manière très explicite, Nicholson affirme que « If free trade within the empire is to be attained it must be by the realisation that such internal free trade is a fundamental condition of any real imperial union » (Nicholson, 1909, p. 258-259). Il partage donc les idées économiques de Hewins sur la constitution d'un marché intérieur. S'il réclame le libre-échange, c'est pour l'appliquer au niveau impérial. L'empire qui serait ainsi un grand marché libre serait un débouché pour les produits manufacturés britanniques et une source d'approvisionnement en matières premières. Cette union douanière présente des avantages économiques pour tous les partenaires ; la mobilité du capital et du travail qu'elle induirait permettrait de pratiquer des investissements et de faciliter le déplacement de la main d'œuvre des zones en surcapacité vers les zones déficitaires. Cependant le libre échange au sein de l'empire peut comporter des coûts dans certains cas, mais des avantages le plus souvent « there would be local losses as well as local gains, and there would be a certain disturbance of vested interests » (Nicholson, 1910, p. 165). Nicholson pense que les avantages économiques seront supérieurs aux pertes

ponctuelles. Cette priorité à l'empire induit cependant quelques sacrifices possible notamment lors des échanges avec les autres pays hors empire. Pour préserver l'intérêt des membres de l'empire il faut parfois renoncer pour Nicholson aux avantages que pourrait nous procurer le libre échange avec les autres pays étrangers.

Ashley est également un partisan farouche de l'empire. Il partage les mêmes idées que les auteurs précédents sur le libre échange et son application au cas britannique (cf supra). En évoquant le déclin économique dont serait frappée la métropole, il pense que l'issue la plus favorable doit passer par le maintien de l'empire, un empire qui doit d'abord reposer sur des bases économiques « The only likely way that I can see to bind the Empire together is a preferential trade policy » (Ashley, 1910, p. 2) puis en second lieu, sur des bases politiques, à l'inverse de ce que laisse entendre Nicholson. Il prend part au débat concernant la campagne lancée par Chamberlain sur les tarifs douaniers qu'il soutient en publiant un premier texte en 1903, *The tariff problem*, ouvrage réédité 4 fois (4<sup>e</sup> édition 1920) ; il publie également une conférence qu'il prononça le 4 avril 1904, *Political economy & tariff problem* » et fait paraître dans *The Economic Journal* en 1904 un article intitulé « The argument of preference ». Ashley fait le constat d'une diminution des exportations à destination des principaux pays européens alors que la valeur des exportations à destination des colonies augmente entre 1860 et 1900 (Ashley, 1903, p. 143) ; ce constat traduit en particulier une baisse de la compétitivité industrielle britannique. La seule façon d'enrayer ce déclin reste le maintien d'un empire, susceptible de rééquilibrer les forces économiques en présence « The struggle to create an effective British Empire is, at bottom, an attempt to coneract [...] the working forces, which, left to themselves, involve the decadence of this country » (Ashley, 1903, p. 262-263). Ashley propose que face à la concurrence internationale, en particulier celle des États-Unis et des pays européens, il serait préférable de sauvegarder son industrie nationale (industries lourdes en particulier) en assurant une protection douanière, et au pire, en refondant la division du travail au sein de l'empire « It will be better to lose [it trades] them to other parts of our empire between whose several members there shall be a vitalising movement of thought and activity » (Ashley, 1903, p. 263). Dans ce texte de 1903, il va détailler un programme de mesures protectionnistes et de mesures impériales préférentielles (Ashley, 1903, p. 119-121 ; p. 140-152) ; même s'il exprime quelques réserves sur l'usage du protectionnisme dans le long terme, il observe qu'il constitue un excellent rempart pour le maintien des intérêts des salariés (Wood, 1983, p. 190). Il demeure donc un partisan convaincu du maintien de l'empire qu'il considère comme « the mighiest of instruments for good, as the fairest hope of humanity » (Ashley, 1910, p. 1).

Cunningham porte également sur l'empire un regard très favorable. Sa position est exposée dans deux ouvrages principaux consacrés au libre-échange, *The rise and decline of the free trade movement*, et *The case against free trade*. Ces deux ouvrages font une analyse très critique du libre-échange tant sur le plan politique qu'économique. En revanche la position pro-impériale est sans ambiguïté et les arguments que Cunningham avance sont de nature très variée. Cunningham part du fait que l'empire tel qu'il doit être en ce début de XXe siècle, ne doit rien avoir de comparable avec l'empire britannique des XVII et XVIIIe siècles. Il voit l'empire « as a great economic whole, in the prosperity of which both the Mother country and the oversea dominions are concerned » (Cunningham, 1911, p. 134). Il a une conception décentralisée de l'empire où la mère patrie devrait jouer un rôle équivalent aux dominions, sans aucune supériorité « This island [England] will no longer be the most important constituent of that Empire, either in population or wealth » (Cunningham, 1911, p. 135). Cette nouvelle conception impériale doit reposer sur une division du travail efficace qui consiste à valoriser les points forts dans chaque dominion grâce à un ensemble de mesures incitatives et

non pénalisantes, car le développement de chaque dominion doit être encouragé « The material prosperity of the Empire can, on the whole, be most effectively promoted by affording to each part the best facilities for develop its resources » (Cunningham, 1911, p. 82) ; c'est la raison pour laquelle Cunningham n'envisage pas un libre échange total et immédiat au sein de l'empire, mais un mouvement plus progressif. Cunningham souhaite plus développer la coopération que la concurrence qui selon lui détruirait l'industrie naissante notamment dans les colonies les moins avancées « Cooperation between the mother country and the colonies may be of vast advantage, for each has much to give to the other » (Cunningham, [1904] 1912, p. 154). Dans une certaine mesure Cunningham veut développer une sorte de « patriotisme impérial » : « It is the direct concern of a citizen in any part of the Empire to promote the material progress of his own country ; and he is also concerned, as really but more remotely, to see what he can do for the benefit of other aeras, so as to promote imperial prosperity and solidarity » (Cunningham, 1911, p. 82). Mais cette solidarité va plus loin, elle doit jouer au maximum pour les pays comme le Canada qui souhaitent développer leur propre industrie. Pour Cunningham, il n'est pas question de pénaliser une industrie naissante et il suggère en particulier dans l'exemple canadien, que ce pays pourrait « tax British manufactures in order to give infant or struggling industries a fair chance » (Cunningham, 1911, p. 83). Si Cunningham songe à la construction d'un empire qu'il souhaite composite et fondé sur des relations équitables, c'est pour favoriser une zone d'expansion à l'abri du libre échange mondial, pour assurer à ses membres une plus grande sécurité économique, une sécurité dans leurs approvisionnements respectifs. Cunningham prend l'exemple de la sécurité alimentaire que des guerres pourraient mettre en péril ; l'empire sert de rempart à l'insécurité « The British Empire is so large, and its component parts are so various in character, that it has a far better prospect than any other modern state of becoming self-sufficing ; the necessary materials and food for which Great Britain must permanently rely on sources outside the Empire are comparatively unimportant, and the development of the more backward parts of the Empire offers the best hope of securing additionnal markets fo her goods" (Cunningham, 1911, p. 132). L'intérêt des tarifs préférentiels est donc de préserver ce marché intérieur sans pour autant engendrer une concurrence interne, si comme le suggère Cunningham, on peut autoriser des taxes intérieures pour ne pas mettre en péril des activités naissantes et insuffisamment compétitives. Enfin Cunningham défend l'idée que le protectionnisme impérial ne constitue pas un handicap en matière de prix contrairement à ce que pensent les libre-échangistes. Il prend pour cela l'exemple de l'abrogation des corn laws pour prouver qu'elle n'a eu aucun effet sur le niveau du prix des céréales. Par sa consolidation économique, l'empire devrait permettre dans un second temps, le passage à une véritable unification politique. Cunningham croit à l'idée que la constitution de grands empires est un facteur de paix internationale et d'ordre économique et politique.

### **3) Des partisans d'un empire libéral aux opposants à l'empire**

Face au discours qui défend l'idée d'un empire protégé et d'un marché interne préférentiel, deux attitudes contraires se sont exprimées : la première illustrée par Alfred Marshall et Giffen, défend l'idée d'un empire libéral « pur » pour l'un, plus intégré politiquement et économiquement pour le second ; la seconde attitude est en opposition totale à toute idée d'empire, elle est incarnée par John Hobson.

## a) Alfred Marshall et la défense d'un empire « ouvert »

### Un partisan du libre-échange avec quelques exceptions

Alfred Marshall à la différence des économistes précédents, rejette toute approche historique de l'économie. Au cours de ses années d'enseignement à Bristol, à Oxford et à Cambridge, il œuvre à la professionnalisation de l'économie (Maloney, 1976) et marque son opposition farouche aux approches non orthodoxes, préférant une approche mathématique de l'économie en donnant une légitimité académique au marginalisme (Groenewegen, 1995 ; 2007). Durant les nombreuses années où il enseigne à Cambridge, il devient un conseiller économique du gouvernement et fut membre de plusieurs commissions : en 1886, membre de la *Royal Commission on the Depression of trade*, en 1887, membre de la *Gold and Silver Commission*, en 1893, membre de la *Commission on the Aged Poor*, et c'est dans ce contexte, qu'il fut invité par le chancelier de l'échiquier à rédiger un *memorandum* en 1903 sur la politique fiscale (Groenewegen, 2007, p. 81-82). Son analyse de l'empire est principalement contenue dans ce *Memorandum on the fiscal policy of international trade* (1903, in *Papers*, 1926, p. 367-420). Ce texte rédigé en 1903 ne fut publié qu'en 1908. Bien qu'il s'agisse d'une contribution mineure, eu égard à l'importance de son œuvre économique, ce document a été perçu toutefois comme « the finest policy documents, mainly non quantitative of course, ever written by an academic economist » (Hutchinson, 1969, p. 254). Ce mémoire concerne les effets directs des taxes sur les importations et les conséquences de la politique fiscale britannique dans une perspective de changement économique des décennies à venir, changement incluant les relations impériales.

Marshall est partisan d'une économie britannique totalement ouverte aux échanges internationaux même si la réciprocité n'est pas appliquée avec les différents pays partenaires. Car, d'une part, il fait le constat de ses nombreux atouts : « she still has advantages in competition with other advanced countries due to her cheap capital ; to her cheap coal ; and to her climate, which is conducive to steady work, and is specially favourable to the finer cotton industries » (Marshall, [1903], 1908, p. 28). D'autre part, compte tenu de cette avance, les taxes sur les produits britanniques imposés par les autres pays, vieux ou neufs « do not at present press on British industries with nearly as heavy a weight as would appear at first sight » (Marshall, [1903], 1908, p. 26). Il note qu'il serait dangereux selon lui de vouloir riposter aux tarifs douaniers appliqués à l'économie britannique par d'autres taxes d'autant que « There are no important exports of hers, which other countries need so urgently as to be willing to take them from her at a considerably increased cost » (Marshall, [1903], 1908, p. 23) et comme les exportations britanniques jouent un rôle important pour le maintien d'une position économique dominante dans le monde, il en déduit que le Royaume-Uni peut et doit maintenir une politique libérale sur le plan commercial avec tous les autres pays et qu'il serait « unreasonable that she should demand in return the 'the most-favoured-nation' treatment » (Marshall, [1903], 1908, p. 24). Bien que partisan du libre échange depuis 1875, Marshall n'adopte pas pour autant la position de la *Manchester School*. Il n'exclut pas pour des pays moins avancés le recours à des tarifs préférentiels et à une certaine dose de protectionnisme. Il est partisan du recours à des tarifs protecteurs dans l'intérêt national mais dans des conditions très spécifiques (Wood, 1983, p. 122). Pour les industries aux rendements croissants et pour les industries naissantes, une certaine forme de protection peut être envisagée, en particulier dans les pays en développement et les jeunes économies (Hutchison, 1969, p. 254). Mais il n'est pas du tout favorable au régime protectionniste en général « I believe that many of those arguments that tell in favour of protection as regards a new country tell against it as regards an old one. Especially for England a protective policy would, I believe, be an unmixed and

grievous evil” (Marshall, [1890], 1926, p. 263). Il exprime des doutes sur l’opportunité de tels tarifs protecteurs pour l’industrie allemande ou américaine face à la concurrence britannique (Groenewegen, 2007, p. 90) ; il est contre l’argument d’une protection pour les industries britanniques vieillissantes (Hutchison, 1969, p. 254) et de surcroît, il n’est pas non plus enthousiaste pour une préférence impériale en particulier, qui devrait être normalement favorable aux dominions blancs, mais qui induirait des représailles des autres partenaires commerciaux.

### **Marshall et l’avenir de l’empire**

Marshall considère les colonies comme un marché pour les produits anglais et comme une source d’approvisionnement en matières premières ; en ce sens, il est très proche de la pensée classique sur la question coloniale. Il pense aussi que l’empire est un champ très prometteur pour les investissements britanniques car il admet un excès de capital au Royaume-Uni et un manque de capital dans les pays jeunes et les colonies en particulier « capital is abundant in England [...] Her colonies are thirsty of capital » (Marshall, [1903], 1908, p. 27); or, les colonies sont des régions où les capitaux britanniques peuvent s’investir car « it can be made to yield a very high return » (Marshall, [1903], 1908, p. 27).

Marshall en revanche n’est pas favorable à une politique préférentielle entre les colonies et la métropole. Certes « imperial unity is a high ideal » (Marshall, [1903], 1908, p. 27), et développer un marché commun entre la métropole et les colonies peut y contribuer, mais il ne veut pas d’un empire auto-suffisant et protégé. Il est partisan d’une grande liberté commerciale au sein de l’empire et ne croit pas que les tarifs préférentiels puissent favoriser davantage les relations entre les membres. Les tarifs préférentiels ont dans le passé selon lui induit beaucoup d’abus et de fraudes et les problèmes des tarifs protecteurs dans ce cas-ci c’est que « they advocate preferential arrangements effected by raising the tariff against foreign goods without lowering it in favour of British goods » (Marshall, [1903], 1908, p. 28). De plus il prévoit qu’en cas d’application d’un tarif préférentiel, le consommateur britannique serait lésé, que de nombreux conflits pourraient éclater entre les colonies elles-mêmes et enfin que la Grande-Bretagne « would be poorer, and less powerful » (Marshall, 1903, p.11). Mais tout en étant opposé à une unification de l’empire, il demeure fier de la contribution du peuple anglo-saxon à la diffusion de la « civilisation » grâce à l’empire (Wood, 2003, p. 134).

### **b) Le politique doit primer sur l’économique : Robert Giffen**

Robert Giffen, à la différence de Marshall est un praticien de l’économie. Il est chef du département des statistiques au Bureau du commerce de 1876 à 1882 (comme le furent Northcote et Mallet) puis contrôleur général des départements statistiques commerciaux et du travail (controller-general of Commercial, Labour and Statistics Departments) de 1882 à 1897, activités qui lui valent sans doute d’être appelé par Marshall « the prince of statisticians ». Il est l’éditeur du *Royal Statistical Society Journal* entre 1876 et 1891 et responsable de la Financial section de *The Economic Journal* (Mason, 1989, p. 15-20). Affirmant que la supériorité du protectionnisme ne peut pas être prouvée par les statistiques, il est un libre échangiste, convaincu par les données statistiques (Howe, 1997, p. 134), mais ce n’est pas un dogmatique. Il est durant trente trois ans membre du *Political Economy Club*, enceinte au sein de laquelle il fut un brillant orateur, club libéral par excellence, bastion de l’orthodoxie

libérale (Howe, 1997, p. 115) où les *corn laws* firent l'objet d'intenses discussions, quelques décennies auparavant.

Son intérêt pour les statistiques se vérifie dans la manière dont il considère l'empire. Dans les chapitres 23 et 29 de son ouvrage : *Economic Inquiries and Studies* publié en 1904, son approche consacrée à l'empire est essentiellement statistique. Giffen note l'importance de cet empire en terme de superficie et de population « A territory of 11.500.000 square [...] a population of about 407.000.0000 » (Giffen, 1904, p. 223). Il évalue également le revenu produit par les différentes parties de l'empire à £ 257.653.000 et les importations et exportations à £ 1.375.000.000 (Giffen, 1904, p. 223-224). Mais il note surtout l'évolution ascendante de ces indicateurs, évolution plus marquée dans les colonies qu'au niveau de la mère patrie, et plus encore dans les parties de l'empire non anglophones comme l'Inde et l'Afrique noire. Giffen parle de la croissance remarquable de l'Inde soulignant que les ressources croissent plus vite que la population.

Cet empire permet par ailleurs au Royaume-Uni de rivaliser, voire de surpasser la France « our position in the world is much better for holding a colonial empire than it was in the past times of our history » car l'empire britannique a consolidé voir amélioré la puissance de la mère patrie, même si ce ne fut pas le cas pour la France dont l'empire constitua plus un poids qu'un avantage économique (Giffen, 1904, p. 235). Une question importante que se pose Giffen, porte sur la manière de structurer cet empire. Quelle forme doit-il prendre, quel doit-être son périmètre d'action ? il envisage dans un premier temps une fédération politique « Federation is to be reached mainly, I believe, by political changes [...] assisted by commercial arrangements » (Giffen, 1904, p. 388) mais il ne souhaite pas une union commerciale ; en ce sens, il ne retient pas l'idée d'une union douanière de type *zolleverein* car il y a entre les parties de l'empire des distances trop importantes « A zolleverein, therefore, comprising states or provinces separated by great breadths of sea, could not give them the special advantages obtained by a Zolleverein between contiguous places » (Giffen, 1904, p. 392), une très grande diversité des « races » et une hétérogénéité des statuts politiques et des affaires économiques. Pour Giffen, par exemple, l'Inde a un mode de consommation très différent du Royaume-Uni et donc la complémentarité des systèmes de production ne peut guère jouer de manière optimale. Si la structure fédérative doit être a minima, faut-il par ailleurs renoncer à des tarifs préférentiels ? faut-il maintenir un principe de libre-échange au sein de la fédération comme en dehors de la fédération ? Comment lier les deux : union politique et union commerciale. Giffen montre que l'union politique a souvent précédé l'union commerciale comme ce fut le cas entre l'Angleterre et l'Écosse puis entre la Grande-Bretagne et l'Irlande, tout en précisant que dans le cas allemand, les choses ont fonctionné de façon inverse.

Sur le plan purement économique, les tarifs préférentiels au sein de l'empire ont comme conséquence majeure de détourner les flux sans que cela puisse se traduire par un gain certain, c'est le constat que fait Giffen « Each part of the Empire is to divert a portion of its trade from the channels in which it naturally flows, a procedure necessarily involving loss » (Giffen, 1904, p. 305) ; il en conclut que « reciprocal or preferential arrangements between the mother country and the colonies are accordingly most dangerous, economically » (Giffen, 1904, p. 397). La fédération peut apparaître comme étant une bonne chose sur le plan politique ; sur le plan économique, le libre-échange doit être en revanche la solution car il offre des avantages équivalents à ceux offerts par le commerce avec les autres pays étrangers.

La position de Giffen va toutefois évoluer avec une série d'articles qu'il publie dans la revue *The nineteenth century and after* (1902, 1903, 1904). Dans ces textes, Giffen fait la différence entre les arguments économiques et les arguments politiques. Il considère que d'un point de vue économique l'idée d'une zone d'échanges protégés avec des tarifs préférentiels au sein de l'empire n'offre aucun avantage économique ni pour la mère patrie, ni pour les colonies (détournements de trafic, pénalisation des consommateurs...) « We must conclude, then, against the possibility of doing any sensible good to the trade between the Mother country and the colonies by means of reciprocity arrangements or any other protectionist devices » (Giffen, 1903, p. 7). Giffen rajoute que « the bonus we can give to the colonies is too small to be of any real value to them, and what bonus they can give us in return is infinitesimal » (Giffen, 1903, p. 7). En revanche d'un point de vue politique, l'argumentation peut s'avérer très différente. Pour illustrer cette différence de traitement, Giffen s'appuie sur l'analyse de Smith qui adhère au libre-échange international tout en acceptant les lois de navigation (navigation laws) ou le refus d'abroger les corn laws afin de maintenir une population rurale suffisante sur le territoire britannique. Autrement dit, Giffen conçoit que l'économie puisse être soumise au politique et envisage sereinement que « the most ardent free trader, if convinced that imperial federation is politically desirable [...] may well subordinate for the moment his economic conclusions to a broad view of political expediency or necessity » (Giffen, 1903, p. 8). Appliquée à l'empire, cette argumentation permet de justifier des relations commerciales privilégiées entre tous les États membres de l'empire. L'union commerciale ne peut donc se réduire à un simple libre-échange ; soumise aux nécessités politiques, elle doit s'accompagner de mesures et de moyens d'intégration qui peuvent favoriser et accélérer les échanges au sein d'une zone économique spécifique : « imperial communications, monetary union, assimilation of commercial law, and finally the negotiation of commercial treaties » (Giffen, 1904, p. 404).

Pour Giffen, il est dans l'intérêt de la Grande-Bretagne de maintenir son empire qui unit ces États par des liens d'affection (Howe, 1997, p. 218). Par amour pour l'unité impériale (Wood, 1983, p. 170), par stratégie politique, pour des raisons culturelles, « for the sake of Imperial union » (Giffen, 1903, p. 13) la pratique économique peut et doit s'écarter d'une pratique pure de libre échange.

### c) Une opposition forte à l'empire : Hobson

Hobson est sans aucun doute, le plus hétérodoxe des économistes de cette période et le plus hostile à l'empire. Après des études à Oxford et une brève période d'enseignement, il poursuit à partir de 1887 une carrière d'écrivain et de journaliste. Il est membre du *Rainbow Circle*, un club social libéral qui traite des questions politiques et économiques. Il écrit dans de nombreux journaux dont *The Speaker*, *The Independent Review*. C'est un auteur prolifique, plutôt considéré comme un intellectuel libéral (Howe, 1997, p. 276), qui publie dans différents domaines du champ des sciences sociales. Au tournant des années 1900, il est devenu un personnage important et influent auprès des décideurs publics – il est président du *Committee on Trade Policy*. En 1899, il est envoyé par le *Manchester Guardian* en Afrique du Sud en tant que correspondant et ce séjour fut à l'origine d'un ouvrage important : *Imperialism : A study* qu'il publie en 1902. Bien que classé parmi les libéraux, Hobson pourrait être qualifié d'hétérodoxe car il ne pense pas l'économie en discipline autonome mais pense à l'enrichissement de l'économie par les autres sciences sociales dont la politique, la psychologie, la sociologie (Maclachlan in Rutherford, 2004, p. 537). Il critique violemment le corpus néo-classique car l'usage des mathématiques crée selon lui des distorsions, mais il semble être plus ignoré de ses « pairs » que combattu. *Imperialism, A study* est sans aucun

doute son ouvrage le plus important ; il exerça une influence certaine, étant même cité par Lénine dans « Imperialism, The highest stage of capitalism ».

### **Les fausses bonnes raisons de l'empire**

Dès les premiers chapitres, Hobson se positionne en observateur très critique de l'empire britannique. Il développe plusieurs arguments : démographiques, économiques et financiers. Tous convergent vers une argumentation contraire à celle généralement avancée par les partisans de l'empire. L'argument démographique est généralement avancé pour justifier le rôle des colonies ; le trop plein démographique métropolitain pourrait être déversé dans les colonies. Or si Hobson ne critique pas le rôle que pourrait jouer les colonies à ce niveau, il conteste l'idée même du trop plein « Great Britain is not so thickly populated as certain prosperous industrial areas in Germany [...] we have clearly evidence : the diminution of the rate of growth of our population [...] the population of Great Britain will be stationary by the middle of the century » (Hobson, [1902], 2010, p. 47-48). Donc il n'est pas utile d'envisager de construire un empire pour faciliter la migration des citoyens britanniques ; par ailleurs, les statistiques fournies par Hobson infirment l'importance de ce courant migratoire « Our empire absorbs at most a very few thousands, while the number of industrial settlers in our new tropical dominions must be a mere handful » (Hobson, [1902], 2010, p. 50).

À ce premier argument, s'ajoute un argument plus économique qui fut discuté dans les écrits classiques du milieu du XIXe siècle : l'argument des débouchés commerciaux. Hobson ne discute pas l'intérêt que l'on pourrait porter au développement des exportations et aux revenus qu'un pays peut tirer de ces échanges, mais il en conteste l'importance « the total income derived from external trade would only play a small part in the total income of Great Britain » (Hobson, [1902], 2010, p. 31). L'argument des impérialistes est en fait lié à l'idée de surproduction à la fois en biens et services mais aussi à l'idée de capital en excédent. L'empire serait en mesure à la fois d'absorber la production excédentaire et les capitaux n'ayant pas trouvé d'opportunité en métropole faute de rentabilité et d'emploi productif. Une nouvelle fois Hobson critique cette analyse. Certes Hobson constate que « Everywhere appear excessive powers of production, excessive capital in search of investment. It is admitted by all business men that the growth of the powers of production in their country exceeds the growth of consumption, that more goods can be produced than can be sold at a profit, and that more capital exists than can find remunerative investment » (Hobson, [1902], 2010, p. 86), cependant il pense que la solution n'est pas dans l'empire. En réalité Hobson pense que des débouchés potentiels sont importants au sein du Royaume-Uni sans que l'on ait besoin de faire appel au marché impérial « With everything that is produced a consuming power is born » » (Hobson, [1902], 2010, p. 87). Hobson préfère parler de sous-consommation plutôt que de surproduction car si la production n'a pas de débouché c'est d'abord en raison d'une insuffisance de pouvoir d'achat et de redistribution des revenus très inégale : « Maldistribution of consuming power [which] prevents the absorption of commodities and capital within the country » (Hobson, [1902], 2010, p. 91). En effet comme le note Hobson « human needs are illimitable » (Hobson, [1902], 2010, p. 88), et donc « it is evident that consumption would rise with every rise of production power » (ibid.).

Le troisième argument repose sur l'intérêt économique de l'empire : A qui profite l'empire ? Hobson considère que les arguments assez classiques de type « mission of civilisation » sont « clearly subordinate to the driving force of the economic factor » (Hobson, [1902], 2010, p. 79). La position de Hobson est très claire, l'empire ne profite ni à la métropole dans son ensemble, ni aux colonies elles-mêmes mais à certains acteurs économiques qui influencent la

politique impériale dans le sens de leurs intérêts respectifs : les financiers, les propriétaires de mines en particulier, et les spéculateurs ; il s'agit en fait de tirer un profit exclusivement privé de politiques publiques. Hobson parle des « economic parasites of imperialism » (Hobson, [1902], 2010, p. 51) et il considère même que la satisfaction des intérêts privés s'est faite clairement au détriment des intérêts publics ; On peut parler même d'une privatisation des actions publiques : « Although the new imperialism has been bad business for the nation, it has been good business for certain classes and certain trades within the nation » (Hobson, [1902], 2010, p. 51). Hobson cite notamment les dépenses d'armement, la construction de bateaux, les guerres ruineuses..., les avantages en terme de marché offerts à certains secteurs industriels, les tarifs préférentiels profitant directement à certains industries. Hobson en conclut que « certain definite business and professional interests feeding upon imperialistic expenditure, or upon the results of that expenditure, are thus set up in opposition to the common good, and, instinctively feeling their way to one another, are found united in strong sympathy to support every new imperialist exploit » (Hobson, [1902], 2010, p. 53).

Enfin Hobson développe un certain nombre d'arguments politiques : le développement de l'empire est perçu comme une menace économique et politique envers les autres pays européens. Les dépenses militaires importantes pour la protection et le maintien de l'empire, la conquête agressive de marchés étrangers sont analysées comme autant de signe d'hostilité envers les nations modernes. L'empire est donc perçu non pas comme un instrument au service de la paix, mais comme une structure au service de la domination du Royaume-Uni, au service de la guerre, de la guerre économique en priorité. Hobson parle de « the aggressive Imperialism of the last thirty years » (Hobson, [1902], 2010, p. 70).

### **Quel empire faut-il construire ?**

Pour Hobson, il faut tourner le dos à cette conception impériale qui profite uniquement à certains intérêts industriels et financiers ; il faut renoncer aux protections tarifaires qui constituent une illustration parfaite de ce nouvel impérialisme. Il faut renoncer aussi à cet empire pour des raisons politiques car il ne favorise ni une structure démocratique ni l'exercice d'un pouvoir décentralisé « The spirit, the policy, and the methods of Imperialism are hostile to the institutions of popular self-government, favouring forms of political tyranny and social authority which are the deadly enemies of effective liberty and equality » (Hobson, [1902], 2010, p. 161).

Il n'y a pas de fondement scientifique à l'impérialisme dans le sens où des nations avancées s'empareraient de territoires dans une lutte pour la survie de leur population au détriment de populations moins avancées. Hobson refuse ce dictat biologique que l'on pourrait observer dans le monde animal par exemple : « Biology furnishes no reason for believing that the competition among nations must always remain a crude physical struggle » (Hobson [1902], 2010, p. 184). Il critique aussi l'approche plus nuancée mais très répandue de Chamberlain qui a la conviction que « The Anglo-Saxon race is infallibly destined to be the predominant force in the history and civilisation of the world » (cité par Hobson [1902], 2010, p. 169). L'expansion impériale ne peut pas davantage être justifiée, même si cela pouvait représenter une étape dans l'histoire des nations.

Hobson pense qu'il est impossible de réaliser une fédération impériale car cela implique que le libre échange à l'intérieur de l'empire nécessite de renoncer aux relations commerciales avec les pays non membres de l'empire. Or abandonner le libre échange avec les autres pays est une solution peu intéressante économiquement pour les pays concernés et en particulier le

Royaume-Uni qui commerce beaucoup avec la France, l'Allemagne ou les États-Unis « our trade with these foreign nations [is] far greater than the trade with the self-governing colonies » (Hobson [1902], 2010, p. 363). La même remarque pourrait être valable pour les relations commerciales entre les colonies elles-mêmes. Il pense enfin que les jeunes nations autonomes accepteraient difficilement de rentrer dans une fédération qui impliquerait de leur part une participation aux dépenses impériales (défense, infrastructures...). Pour toutes ces raisons, Hobson rejette toute forme d'empire ; on peut parler à cet effet de désutilité de l'empire (Wood, 2003, p. 244) ;

La solution repose, selon Hobson, dans l'existence d'un gouvernement mondial, car « alone it can furnish adequate protection to weak but valuable nationalities, and can check the insolent brutality of powerful aggressors, preserving that equality of opportunities for national self-expression which is as essential to the common wealth of nations as to the welfare of the several nations » (Hobson [1902], 2010, p. 204). Hobson préfère parler d'internationalisme mais qui « injoin above all else the maintenance and natural growth of independent nationalities » (Hobson [1902], 2010, p. 384) car il considère la liberté des membres comme absolument essentielle. Il insiste sur le fait que les colonies doivent exploiter leurs propres ressources à leur avantage personnel avant de songer à un intérêt impérial : « A federation of free British States throughout the world would seem a reasonable and a most desirable step in the interests of world-civilisation » (Hobson [1902], 2010, p. 357). S'il envisage l'idée d'une fédération c'est finalement et principalement sur le plan politique, à travers une authentique représentation démocratique de toutes les composantes de la fédération, représentation parlementaire principalement dont les décisions seraient votées par la majorité et appliquées à tous les citoyens. Mais sur le plan purement économique et sur la constitution d'un marché intérieur, Hobson est très proche dans ses idées, de Cobden et de Goldwin Smith, tous deux très hostiles à une structure impériale et à une préférence tarifaire impériale.

## Conclusion

À une période où l'empire britannique connaît son apogée, la communauté des économistes reste globalement peu mobilisée et n'apporte pas un message clair et homogène sur cette question. La pensée classique puis néo-classique qui représente le courant dominant de cette période défend l'idée d'un empire plutôt ouvert. Certes les colonies représentent un marché pour l'industrie britannique et une source d'approvisionnement en matières premières mais en aucun cas, elles ne représentent une solution majeure au déclin de l'économie britannique, et une réponse aux problèmes d'excédent démographique. Les positions oscillent entre un empire totalement ouvert sans régime commercial spécifique et un empire doté d'une structure politique et économique *a minima* renforçant les liens entre métropole et colonies. L'*Ecole historique anglaise*, en revanche, parie sur une plus forte intégration économique et politique afin de faire de l'empire un espace économique protégé de la concurrence internationale. La défense du protectionnisme, qui constitue dans une certaine mesure le fil conducteur de cette pensée, s'explique par le fait que cela peut correspondre à une certaine étape du développement des pays colonisés, mais surtout, l'union de ces pays avec la métropole peut devenir une aire politique, économique et culturelle homogénéisante. C'est cette vision-là que conteste les opposants à toute forme d'empire (Hobson en particulier) qui ne ferait qu'amplifier les différences de niveau de développement. Une vision plus utopiste d'un gouvernement mondial en respectant l'identité de chaque nation serait une bonne manière de se débarrasser de cet héritage intempestif que représentent les colonies pour les empires européens. Tel est en substance le message anti-impérialiste que colporte cet auteur hétérodoxe.

## Références bibliographiques

- Allet John (1981), *New liberalism : the political economy of J. A. Hobson*, University of Toronto Press.
- Ashley Sir William (1888-1893), *An introduction to English economic history and theory*, London, Rivingtons Green, Reprint, New-York, Augustus Mc Kelley, 1966.
- Ashley Sir William (1903), *The tariff problem*, London, King and Son, 4e édition, 1920, Reprint, New-York, Augustus Mc Kelley.
- Ashley Sir William (1904), “The argument for preference” *The Economic Journal*, vol. 14 (53), p. 1-10.
- Ashley Sir William (1905), *Political economy and the tariff problem*, London, MacMillan.
- Bairoch Paul (1997), *Victoires et déboires, Histoire économique et sociale du monde du XVIe siècle à nos jours*, Paris, Gallimard, 3 volumes.
- Bell Duncan (1987), *The idea of greater Britain : Empire and the Future of World Order, 1860-1900*, Princeton, Princeton University Press.
- Cain P. J. & Hopkins A. G. (1993), *British imperialism – innovation and expansion 1688-1914*, London, Longman.
- Cairnes John (1863), *Some leading principles of political economy*, London, MacMillan.
- Cairnes John (1864), “Colonisation and colonial government” in *Political Essays*, 1873, Reprint, New-York, Augustus Mc Kelley, 1967, p. 1-58.
- Cairnes John (1873), *Political essays*, London, Macmillan, Reprint, New-York, Augustus Mc Kelley, 1967.
- Coats A. W. (1968), “Political economy and the tariff reform campaign of 1903”, *Journal of law and economics*, Vol. 11 (1), p. 181-229.
- Collison Black R. D. (1960), “Jevons and Cairnes” *Economica*, vol. 27 (107), p. 214-232.
- Collison Black R. D. (ed.), (1972), *Papers and correspondence of William Stanley Jevons*, Volume 1, Biography and personal journal, London, MacMillan.
- Collison Black R. D. (ed.), (1973), *Papers and correspondence of William Stanley Jevons*, Volume 2, Correspondence 1850-1862, London, MacMillan.
- Collison Black R. D. (ed.), (1977), *Papers and correspondence of William Stanley Jevons*, Volume 3, Correspondence 1863-1872, London, MacMillan.
- Collison Black R. D. (ed.), (1977), *Papers and correspondence of William Stanley Jevons*, Volume 4, Correspondence 1873-1878, London, MacMillan.
- Collison Black R. D. (ed.), (1977), *Papers and correspondence of William Stanley Jevons*, Volume 5, Correspondence 1879-1882, London, MacMillan.
- Collison Black R. D. (ed.), (1977), *Papers and correspondence of William Stanley Jevons*, Volume 6, Lectures on political economy, London, MacMillan.
- Collison Black R. D. (ed.), (1981), *Papers and correspondence of William Stanley Jevons*, Volume 7, Papers on political economy, London, MacMillan.

- Crouzet François (1964), "Commerce et empire : L'expérience britannique du libre-échange à la première guerre mondiale", *Annales E.S.C.*, XIX(2), pp. 281-310.
- Cunningham William (1882), *Growth of English industry and commerce*, Cambridge, Cambridge University Press, 6<sup>th</sup> edition, 1925.
- Cunningham William (1904), *The rise and decline of the free trade movement*, Cambridge, Cambridge University Press, 2<sup>nd</sup> edition, 1912.
- Cunningham William (1911), *The case against free trade*, London, John Murray.
- Dahrendorf Ralf (1995), *A history of the London school of economics and political science, 1895-1995*, Oxford, Oxford University Press.
- Davis Lance & Huttenback Robert (1986), *Mammon and the pursuit of Empire : The political economy of British imperialism, 1860-1912*, Cambridge, Cambridge University Press.
- De Marchi Neil (1972), "Mill and Cairnes and the emergence of marginalism in England", *History of Political Economy*, vol. 4 (3), p. 344-363.
- Etemad Bouda (2005), *De l'utilité des empires, Colonisation et prospérité de l'Europe*, Paris, Armand Colin.
- Fawcett Henry (1865), *Manual of political economy*, London, MacMillan, Reprint, 2012.
- Fawcett Henry (1878), *Free trade and protection*, London, MacMillan, Reprint Kessinger Publishing, 2012.
- Floud Roderick & MacCloskey D. N. (1994), *The economic history of Britain since 1700*, vol. 2 : 1860-1939, Cambridge, Cambridge University Press.
- Giffen Robert (1903) "Imperial policy and free trade", *The nineteenth century and after*, volume 19, juillet, pages 1-11.
- Giffen Robert (1904), *Economic inquiries and studies*, London, George Bell & Sons, 2 volumes.
- Goldman Lawrence (1989), *The blind victorian, Henry Fawcett & British liberalism*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Groenewegen Peter (1995), *A Soaring Eagle : Alfred Marshall, 1842-1924*, Aldershot, Edward Elgar.
- Groenewegen Peter (2007), *Alfred Marshall : Economist, 1842-1924*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- Hobsbawm Eric (1987), *The age of empire 1875-1914*, London, Weidenfeld and Nicholson, trad. fr. Paris, Fayard, 1989.
- Hobson John (1902), *Imperialism, A study*, London, J. Nisbet & CO.
- Hoff Derek (2012), *The state and the stork, The population debate and policy making in US history*, Chicago and London, The University of Chicago Press.
- Hewins W.A.S. (1907), *Lecture on tariff reform*, London.
- Hewins William (1911) "Protection" in *the Encyclopedia Britannica*, vol. 22, p. 468.
- Hewins W.A.S. (1929), *The apologia of an imperialist, Forty years of Empire policy*, London, Constable & Co, 2 Volumes.
- Hobson J. A. (1902), *Imperialism, A study*, London, James Nisbet & CO., Reprint, New-York, Cambridge, Cambridge University Press, 2010 (fac similé).

- Howe Anthony (1997), *Free trade and liberal England 1846-1946*, Oxford, Oxford University Press.
- Hutchison T. W. (1969), « Economists and Economic Policy in Britain after 1870 », *History of Political Economy*, vol. 1 (2) Fall, p. 231-255.
- Jevons William Stanley (1865), *The coal question*, 3rd edition 1906, Reprint New-York, 1965.
- Kadish Alon (1982), *Oxford economists of the late 19<sup>th</sup> century*, Oxford, Clarendon Press.
- Macfie Robert (1871), *Colonial questions pressing for immediate solution in the interest of the nation and the empire*, London, Longmans, Green, Reader, and Dyer.
- Mallet Louis (1891), *Free exchange – papers on political and economical subjects*, London, Kegan Paul, Trench, Turner and CO, Reprint, 2012.
- Maloney J (1976), “Marshall, Cunningham and the emerging economics profession”, *Economic history review*, vol. XXIX (3), p. 440-451.
- Marshall Alfred (1903), *Memorandum fo the fiscal policy of international trade*, House of commons paper, n° 321, 2<sup>nd</sup> edition, 1908, reprint in *Officials papers*, 1926, p. 365-420.
- Marshall Alfred (1925), *Memorials of Alfred Marshall*, edited by A. Pigou, London, Macmillan, Reprint, New-York, Augustus Mc Kelley, 1966.
- Marshall Alfred (1926), *Officials papers of Alfred Marshall*, edited by J. M Keynes, London Mac Millan.
- Mason Roger (1989), *Robert Giffen and the Giffen paradox*, Oxford, Philip Allan.
- Northcote Stafford (1887), *Lectures and Essays*, London, William Blackwood and sons.
- Nicholson Joseph (1893/1901), *Principles of political economy*, London, Adam and Charles Black, 3 Volumes.
- Nicholson Joseph (1903), *The tariff question with special reference to wages and employment*, London, A & C. Black.
- Nicholson Joseph (1909), *A project of empire*, London, MacMillan.
- Nicholson Joseph (1910), “The Economics of Imperialism”, *Economic Journal*, vol.20 (78), pp. 155- 171.
- Offer Avner (1993), “The British empire, 1870-1914 : a waste of money ?” *Economic history review*, XLVI (2), pp. 215-238.
- O’Rourke K. H. and Williamson J.G. (1999), *Globalization and history, The evolution of a Nineteenth-century Atlantic economy*, London and Cambridge, MIT Press.
- Pomeranz Kenneth (2000), *The great divergence, China, Europe and the making of the Modern World Economy*, Princeton, Princeton University Press.
- Porter Andrew (ed.) (1999), *The Oxford history of the British empire – The nineteenth century*, Oxford, Oxford University Press.
- Rogers James (1872), “The colonial question” in *Cobden Club Essay*, Second series, 1871-1872, London Cassel, Petter and Galpin, p. 403-459.
- Rutherford, Donald (2004), ed., *The biographical dictionary of British economists*, Bristol, Thoemmes Press, 2 Vol.

Semmel Bernad (1960), *Imperialism and social reform : English social-imperialist thought 1895-1914*, London, Allen and Unwin.

Singaravélou Pierre (ed.) (2013), *Les empires coloniaux 19<sup>e</sup> – 20<sup>e</sup> siècle*, Paris, Le Seuil.

Smith Goldwin (1863), *The empire - A series of letters (1862-1863)*, London, J. Henry and J. Parker.

Wallace Elisabeth (1957), *Golwin Smith : victorian liberal*, Toronto, University of Toronto Press.

White Michael (1982), “Jevons in Australia : A reassessment”, *Economic Record*, vol. 58, March, p. 32-45.

Wesseling Henri (2009), *Les empires coloniaux européens, 1815-1919*, Paris, Gallimard.

Wood John Cunningham (1983), *British economists and the empire*, London & Canberra, St Martin's Press.

Zouboulakis Michel (1993), *La science économique à la recherche de ses fondements*, Paris, Presses Universitaires de France.